PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

2 NOVEMBRE 1965 - N° 46 — Paraît toutes les deux semaines - 0,50 F

AVANT LES PRESIDENTIELLES

Quand le P.C.F. gêné de soutenir Mitterrand a des ennemis à gauche

LE Parti Communiste français a bien du mal à faire accepter par ses militants son soutien à la candidature Mitterrand. Ceux-ci ne voient pas, à juste titre, quelle différence il peut bien y avoir entre Mitterrand et Defferre. Ils ne voient pas, non plus, ce que les travailleurs, ce que « la gauche » gagnerait à l'élection de Mitterrand. Ils se souviennent trop de ce que la « gauche » avait gagné en 1956 à l'élection de Guy Mollet et à son soutien par le P.C.F. qui alla jusqu'à lui voter des pouvoirs d'exception sous le titre de pouvoirs spéciaux dont on sait l'usage que Mollet en fit. Les militants du P.C.F. se souviennent aussi que Mitterrand était alors ministre dans le cabinet Mollet.

Mais ce que les militants communistes comprennent le moins c'est pourquoi le P.C.F. fait voter pour Mitterrand ALORS QU'IL N'A AUCUNE CHANCE D'ETRE ELU. Ce n'est pas le programme de Mitterrand qui mettra les masses populaires en face d'un choix qui les mobilise, un choix où elles voient ce qu'elles ont à gagner ou à perdre de chaque côté.

En effet, ce qui frappe le plus, c'est que personne, au sein de la classe ouvrière ne se préoccupe beaucoup des élections présidentielles. Si Mitterrand avait la moindre chance, le camouflet infligé à De Gaulle pourrait séduire, mais le résultat de l'élection paraît tellement acquis, que personne ne songe même à cela.

C'est pourquoi, un peu partout dans les entreprises, le P.C.F. intervient pour expliquer, avec insistance les raisons de son soutien et, ce n'est pas sans importance pour expliquer que ce n'est pas tellement le résultat de l'élection qui compte. La formule qui revient le plus souvent dans la presse d'entreprise du P.C.F. est que le scrutin du 5 décembre « portera un coup sérieux au pouvoir personnel ». Il n'est pas question de supprimer le pouvoir personnel. Il n'est question que de « coup sérieux ».

Cette politique est toute entière exprimée dans les textes politiques à l'usage des militants du P.C.F. mais là où on la retrouve sous la forme la plus involontairement humoristique c'est sous la plume de l'ineffable André Wurmser dans *France Nouvelle* hebdomadaire du Comité central du P.C.F. n° 1045 (27 octobre - 2 novembre) :

« J'imagine le résumé du livre d'Histoire des fils de mon petit-fils :

« En 1947, le reflux de la liberté avait, en France, comme dans l'ensemble de l'Europe occidentale, arrêté les progrès sociaux et politiques dus à la Libération et à l'action commune des démocrates : droits électoraux de la femme, Sécurité sociale, statut des fonctionnaires, etc. Une fois les communistes rejetés dans l'opposition, les démocrates divisés ne pouvaient plus que faire la démonstration de leur impuissance.

. . . . . .

« En 1965, à la veille des élections présidentielles, l'Empire, affaibli comme en 1865 par le mécontentement que provoquait sa politique toute entière au service des banques et des grandes compagnies, reçut un coup fatal : les républicains firent un premier pas vers l'instauration d'une démocratie véritable en s'entendant sur une candidature commune.

Cet événement, le plus important de la vie politique française depuis 18 ans, préludait à... »

La suite au prochain numéro. »

« La suite au prochain numéro », ce n'est pas de nous. C'est vraiment de Wurmser ! A quoi cet événement, le plus important depuis 18 ans, va-t-il vraiment préluder, Wurmser serait bien en peine de nous le dire ou, plus exactement, il ferait bien de la peine à ses lecteurs en le disant.

Cette gêne du P.C.F. se traduit autrement : dans beaucoup d'entreprises par des attaques de plus en plus nombreuses contre les feuilles révolutionnaires et, en particulier, contre les bulletins *Voix Ouvrière*. Dans toutes les entreprises où existe une *Voix Ouvrière*, il ne paraît pas un seul bulletin du P.C.F. sans qu'il contienne une série de calomnies contre nous ; la moins éculée étant le « d'où vient l'argent » repris au vocabulaire de la bourgeoisie traitant des activités « subversives ».

Et de plus récemment, c'est *l'Humanité*, elle même qui en première page s'attaquait aux « prochinois » en ces termes :

« Il suffit de savoir que le principal initiateur et animateur du prétendu « groupe Révolte d'Argenteuil-Bezons » n'est autre que M. Cosperec, sous-préfet, directeur du cabinet de M. Chadeau, préfet délégué du Val-d'Oise à Pontoise.

« On le voit, les groupuscules et individus plus ou moins tarés qui font profession de calomnier le parti communiste français et se présentent comme de soi-disant défenseurs de la « pureté marxiste-léniniste » sont à la solde du pouvoir gaulliste. Ils sont aussi le plus souvent à la solde des dirigeants chinois, comme en témoigne l'aventure de plusieurs membres des « Cercles marxistes » de Marseille, trouvés porteurs de dollars américains, après visite à l'ambassade chinoise à Berne. »

Nous ne connaissons pas le sous-

● Suite page 2

Colère à la Martinique

PENDANT trois jours et trois nuits, la colère a grondé dans le quartier populaire de Sainte-Thérèse à Fort-de-France. La police y avait arrêté, le mercredi 20 octobre au soir, un jeune Martiniquais, Marny, âgé de 22 ans, qui s'y était réfugié après s'être évadé de la prison où il était détenu pour avoir tué au cours d'un règlement de comptes, à propos de sombres histoires de vols, trois personnes dont un enfant de deux ans.

La « nervosité » des gendarmes qui lors de l'arrestation ont blessé le jeune bandit, déclencha l'indignation d'une population « sensibilisée » à tout ce qui est police.

D'après les informations que donne le correspondant du **Monde**, Gérard Viratelle, la foule se rassembla d'abord autour de la maison où des gendarmes faisaient un constat puis elle manifesta devant le magasin dont la propriétaire était soupçonnée d'avoir révélé à la police où se trouvait le jeune Marny. Des forces de l'ordre furent envoyées en renfort.

On imagine l'effet que put produire la vue de ces renforts casqués, bottés, armes à la bretelle. La population martiniquaise a de la police une connaissance semblable à celle que les jeunes « blousons noirs » ont en France ou à celle que les Algériens avaient avant l'indépendance — et ont encore souvent actuellement.

Pour la police, la population martiniquaise d'un quartier populeux n'est que graines d'assassins et quand cette police est constituée d'Européens on imagine combien elle peut être vomie par les masses pauvres antillaises.

La réaction de la population ne se fit pas attendre. Toujours d'après le correspondant du **Monde**, « Les forces de l'ordre ont essuyé des jets de pierres et de cocktails Molotov de fabrication rudimentaire. Le magasin a été mis à sac. Des tonneaux de pétrole furent renversés sur la chaussée par plusieurs centaines de jeunes manifestants, des chauffeurs pris à partie, des voitures lapidées, des passants molestés. Après avoir lancé des grenades lacrymogènes, les gendarmes usèrent de leurs armes. Dans la fusillade un homme a été tué. En outre un commissaire de police a été grièvement atteint et dix Antillais et une vingtaine de gendarmes ont été blessés ».

Le lendemain, « des barrages hâtivement confectionnés avec des pneus, des tonneaux et des planches avaient interdit pendant quelques heures le passage, le quartier étant livré à quelques centaines de jeunes et même de très jeunes gens »... « Les forces de l'ordre ont maintenu un bouclage du quartier sans forcer les barrages. Vendredi soir il y eut de nouveau de l'effervescence et l'on entendit dans la nuit des coups de feu, mais le quartier demeurait bouclé et interdit aux journalistes ». (**Le Monde** 24-25 octobre).

Au week-end, le quartier Sainte-Thérèse reprenait son visage habituel et la police effectuait samedi 23 octobre de nombreuses arrestations dont une trentaine étaient maintenues.

Le préfet de la Martinique, M. Raphaël Petit qui se trouvait alors à Paris avait déclaré « inadmissible que l'on ait pu faire un héros de quelqu'un qui avait délibérément et par trois fois tué d'autres personnes ».

Evidemment, la Martinique, « française » depuis 1635, « département français » depuis 1946, par la grâce de l'impérialisme, devrait avoir appris à respecter « l'ordre » de la bourgeoisie française.

● Suite page 8

Cercle Léon Trotsky de Paris

LA PROCHAINE REUNION
AURA LIEU LE LUNDI 8 NOVEMBRE A 20 H 30
A LA MUTUALITE - SALLE D, 1er étage
SUR LE THEME SUIVANT :

La classe ouvrière et les élections présidentielles

Participation aux frais : 2 F

Cercle Léon Trotsky de Grenoble

LE JEUDI 4 NOVEMBRE 1965

Ces réunions auront lieu toutes les deux semaines
JEUDI A 20 H
A LA SALLE DES TICKETS - PLACE ST-BRUNO
Les réunions suivantes auront lieu les jeudis
18 novembre, 2 décembre et ainsi de suite.
Participation aux frais : 1 F

Cercle Léon Trotsky de Lyon

TOUS LES MARDIS A 17 H 30
A LA BRASSERIE DE L'ETOILE, 1 cours Gambetta
Participation aux frais : 1 F

ATTENTION : Les réunions des Cercles Léon Ttrotsky ne sont pas publiques. Pour obtenir des invitations s'adresser à nos diffuseurs ou auprès de nos militants (ou écrire au siège de V.O.).

LA MANIFESTATION DE NEW-YORK DU 16 OCTOBRE CONTRE LA GUERRE DU VIETNAM

Les conditions de sa préparation, les leçons qu'on peut en tirer.

(Voir l'article en page 6 de nos camarades américains du groupe « Spartacist »)

LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE ET LA CONTRACEPTION

Une surenchère électorale bien modeste !

QU'A un mois du scrutin du 5 décembre, le seul sujet qui mette un peu d'animation dans cette morne campagne électorale soit le problème du contrôle des naissances est bien caractéristique de ces élections présidentielles.

Certes, il ne s'agit pas là d'un problème dénué d'intérêt. On ne saurait oublier que la France est, dans ce domaine, l'un des pays où l'hypocrisie sociale est poussée le plus loin, on ne saurait oublier non plus que, dans ce pays, triste conséquence d'une législation barbare, il y a chaque année plus d'avortements clandestins que de naissances, c'est-à-dire qu'en moyenne chaque Française est amenée, au moins trois fois dans sa vie, à y recourir.

Ce n'est d'ailleurs véritablement un problème que pour les femmes des couches déshéritées de la population, car, pour celles de la bourgeoisie, il y a beaucoup de moyens, ne serait-ce qu'en allant à l'étranger, d'éviter une grossesse gênante, ou même d'y mettre fin.

Le problème n'est pas simplement un problème technique, comme on essaie souvent de le faire croire en discutant des risques réels ou pas de la pilule. Le vrai problème, c'est de libérer la femme, de lui reconnaître le droit à la maternité consciente.

Les révolutionnaires n'ont d'ailleurs pas attendu octobre 1965 pour proclamer le droit imprescriptible de toute femme de n'avoir que les enfants qu'elle désirait, ou de ne pas en avoir.

Mais si la libération de la femme était un souci réellement cher au cœur de nos candidats, ils n'auraient sans doute pas attendu si longtemps pour le dire. Et si c'est un candidat « de gauche » qui a le premier abordé le problème dans cette campagne, il ne faut pas oublier que le plus grand parti de cette gauche, le Parti Communiste Français, a longtemps défendu en la matière des positions qui ne le cédaient en rien à celles de l'Eglise catholique quant à la bêtise et à l'hypocrisie, et il n'a d'ailleurs fait aucun commentaire sur la proposition de Mitterrand.

Mais les femmes représentent plus de la moitié du corps électoral, et, à défaut de parler concrètement de diminution du temps de travail, salaires, retraites et impôts, François Mitterrand était sûr de rencontrer une oreille attentive chez l'immense majorité des femmes justement préoccupé par ce problème.

La hardiesse n'est d'ailleurs pas bien grande, puisque l'église catholique, elle-même, se penche maternellement sur le problème, et que nous aurons sans doute bientôt l'occasion de voir les pères conciliaires, experts naturels en la matière, discuter des avantages respectifs de la petite pilule et du diaphragme.

Mais il n'y a pas que Mitterrand qui soit sensible aux charmes des voix féminines. L'un après l'autre, Tixier-Vignancour et Lecanuet ont assuré en substance qu'en tant que chrétiens, il s'agissait d'une affaire de conscience, mais qu'en tant que candidat à la présidence de la République, ils étaient pour l'abrogation de la loi de 1920.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'il ne s'agit que d'autoriser la diffusion des méthodes permettant d'éviter autant que possible les grossesses non désirées, ce qui serait incontestablement un progrès, mais ne résoudrait pas entièrement le problème, et qu'aucun des candidats n'a dit un mot en faveur de l'autorisation de l'avortement chirurgical qui reste un sujet tabou.

Le gouvernement, enfin, n'a pas voulu rester en dehors de l'affaire, on nous a annoncé qu'il allait lui aussi se pencher sur le problème et que, pour rassurer les femmes sur leur avenir en cas de grossesse, il allait prendre des mesures... pour que leurs employeurs ne puissent plus les licencier pendant les congés de maternité !

Enfin, tenant à conserver l'avantage acquis en abordant ce problème le premier, Mitterrand a déposé un projet de loi demandant l'abrogation de la législation de 1920 qui interdit toute propagande en faveur de méthodes anticonceptionnelles.

Si cette loi est abrogée, ce qui n'est pas impossible, car elle ne représente nullement une nécessité pour la bourgeoisie, et dans de nombreux pays capitalistes le planning familial est entré dans les mœurs, on ne pourra que s'en féliciter, mais bien d'autres problèmes, et bien plus importants encore, continueront à se poser aux femmes travailleuses.

Mais il n'est pas certain du tout que cette loi soit abrogée, car l'histoire de toutes les élections prouve qu'il y a loin des promesses électorales à leurs réalisations. D'autant plus que, cette fois-ci, le vainqueur hautement probable, c'est-à-dire de Gaulle, est le seul qui ne se soit pas le moins du monde avancé.

Pourtant, si le champion du référendum avait demandé aux femmes leur avis sur le contrôle des naissances, il y a beau temps que la loi de 1920 aurait rejoint le jugement de Dieu et la loi salique au musée des antiquités.

Mais qui pourrait croire qu'il suffirait de voter Mitterrand pour obtenir satisfaction. A supposer même que celui-ci soit décidé à tenir ses engagements, chacun sait qu'il n'a aucune chance de devenir président de la République, et il aurait fallu qu'il axe sa campagne sur un programme bien plus constant que l'abrogation de cette fameuse loi pour avoir des chances d'être élu.

Et si l'on parle beaucoup de contraception et d'avortement dans cette campagne électorale, les plus belles fausses-couches sont sans aucun doute les avortons des partis de gauche.

Mais celles-là n'ont rien à craindre, elles sont parfaitement légales !

Christian JUNG

Le Ministre de la Santé Publique et le contrôle des naissances

Au cours des débats à l'Assemblée Nationale, le 27 octobre M. Marcellin, ministre de la Santé publique a fait la déclaration suivante :

« Plusieurs orateurs ont préconisé l'abrogation de la loi pénale de 1920 qui réprime la propagande anticonceptionnelle. L'affaire est extrêmement délicate. Le ministère de la justice et mon département l'étudient avec le souci non de l'éluder mais de le régler posément, en s'entourant de toutes les précautions nécessaires. Le problème sanitaire me préoccupe grandement, car, à propos de la pilule dont on parle tant, je viens de relever dans la « Presse médicale » du 23 octobre un article dont les auteurs rapportent trois cas de thrombose vasculaire due à des contraceptifs, et signalent la fréquence relative de tels accidents, parfois mortels. D'autre part, l'éventuelle action cancérigène de ces contraceptifs est étudiée par le Centre national de la recherche médicale. Ce n'est pas parce que certains pays autorisent la vente libre de ces produits que nous devons les imiter. Nous avons tous présents à la mémoire les accidents causés par la thalidomide, que nous avons évités chez nous. »

Notons en passant l'intérêt que le ministre porte depuis... le 23 octobre à ces problèmes ! Notons ensuite que l'abrogation de la loi de 1920 n'implique nullement la vente libre, sans contrôle médical, de tous les contraceptifs. Notons aussi que ces contraceptifs sont vendus en France, à l'heure actuelle, sans qu'on ait, en principe, le droit de les prescrire dans cette indication ou de faire de la publicité sur leurs propriétés anticonceptionnelles. Notons enfin qu'il n'y a rien de commun avec le problème de la thalidomide qui n'a, d'ailleurs, pas été mise en vente en France que parce que les accidents survenus à l'étranger ont été connus à temps.

Mais M. le Ministre ne veut pas « éluder » le problème, a-t-il dit.

En toute bonne foi !

Le Crime...

PRODUIT DU CAPITALISME

LA presse à sensation a récemment relaté un attentat, suivi de viol commis par sept nord-africains contre une jeune femme mère de deux enfants. Le même jour la même presse titrait qu'un Martiniquais avait tenté de violenter une vieille femme de 70 ans.

Ces drames ne sont malheureusement pas isolés. Le préfet de police en a profité pour lancer un appel à toutes les victimes de tels actes qui ne se font pas connaître soit par crainte, soit par pudeur. Si nous parlons de ces faits divers c'est qu'ils ont suscité un courant d'indignation bien légitime mais appuyé de sentiments racistes qui le sont beaucoup moins. « Il n'y a que des nord-africains et des noirs pour agir de la sorte », a-t-on maintes fois entendu et la plupart du temps sur un ton de haine ponctué d'injures.

Là encore les arguments racistes se déchaînent. Or quelques jours plus tôt un gardien de CRS était condamné à 10 ans de réclusion pour viol d'une hôtesse de l'air qu'il avait de plus dépouillée de son argent.

Est-ce que nos gens en concluent que tous les CRS sont comme celui-là ?

Il y a un peu plus d'une semaine un jeune Allemand assassinait trois prostituées. Là encore, les préjugés racistes allaient bon train, bien qu'au même moment se déroule le procès Vasseur : il s'agit là d'un Français tertionnaire.

Beaucoup de braves gens à qui il répugne de tuer un lapin pour en faire un civet réclament sans sourciller la peine de mort contre les coupables et en profitent par surcroît pour manifester des sentiments racistes. Ces mêmes gens d'ailleurs feignent d'ignorer les crimes qui se commettent sur une échelle incomparablement plus grande au Vietnam, à St-Domingue ou ailleurs.

Mais quand quelques désaxés se livrent à des forfaits dans la rue, le public paisible qui sent menacée sa sécurité, brandit les foudres de la vengence. Ont-ils réfléchi, ces braves gens, qu'on ne guérit pas le crime par le châtiment des criminels ? Si des êtres humains ont atteint un tel degré de déchéance qui les conduit au viol il y a des causes profondes. Ce sont les causes du mal qu'il faut attaquer.

Les sept nord-africains qui ont violé Mauricette, l'Allemand qui a étranglé les prostituées, le CRS qui viole une hôtesse de l'air et Vasseur qui se met au service de l'occupant pour pouvoir torturer sont tous des désaxés, des asociaux.

L'exploitation capitaliste est accompagnée d'une foule de préjugés baptisés morale pour les besoins de la cause qui enferment les êtres humains dans un corset qui les empêche de s'épanouir, ou même d'être à la limite de la normale, en premier lieu sur le plan de la sexualité. Et pour couronner le tout, ces besoins, enfermés dans le carcan des préjugés et de la vénalité sont sollicités à chaque instant de façon grossière par le cinéma, les magazines et la publicité.

Comment les plus faibles ne sombreraient-ils pas dans le crime ?

Contre ces crimes on nous propose la guillotine : un autre crime. Et puis n'oublions pas le visage que les armées impérialistes ont offert depuis toujours aux populations des ex-colonies. C'est peut-être notre exemple qu'ils suivent aujourd'hui.

C'est en s'attelant à la tâche de construire une société libre et harmonieuse qu'on éliminera le crime et le viol en en détruisant les causes, la misère et la guerre, mais sûrement pas en s'abritant derrière les fragiles remparts que sont les murs des prisons et la guillotine.

H. VAUQUELIN

Quand le P.C.F. gêné de soutenir Mitterrand a des ennemis à gauche

● Suite de la page 1

préfet du Val-d'Oise, mais nous connaissons les militants de « Révoltes » qui, en passant, ne sont pas pro-chinois, et qui n'ont certes pas de leçons d'honnêteté et d'intégrité à recevoir des dirigeants du P.C.F.

Le lendemain, Georges Marchais, à la Mutualité, dans une réunion destinée aux métallurgistes parisiens, s'en prenait à *Voix Ouvrière* en ces termes, non sans s'associer comme on le verra aux calomnies de la veille :

« Depuis pas mal de temps déjà, prolifère dans les entreprises de la métallurgie la diffusion de tracts ou journaux — genre « Voie Ouvrière » — édités par des groupuscules anticommunistes, qui prétendent parler au nom de la « pureté du marxisme-léninisme » et, naturellement, des interêts des travailleurs. Ces feuilles ou journaux se font d'ailleurs plus nombreux depuis que notre Parti a décidé de soutenir la candidature de François Mitterrand. Une certaine information, parue hier dans notre « Humanité », éclairera les travailleurs sur ce qui se cache derrière ces groupuscules. C'est pourquoi il convient d'être plus offensif pour dénoncer leur malfaisante besogne, qui consiste essentiellement à falsifier notre politique et à calomnier les communistes dans l'intérêt de ceux qui les financent et non des travailleurs métallurgistes. »

(Cité par « l'Humanité » du 29 octobre 1965).

Par ailleurs le P.C.F. craint beaucoup que les « pro-chinois » (les Cercles marxistes-léninistes qui éditent l'Humanité nouvelle) soient à même de présenter un candidat comme ils en ont l'intention. Et le P.C.F. de répondre aux arguments politiques, de ces militants (dont nous ne partageons pas les idées mais cela n'a rien à voir) par des insultes et une campagne visant à faire croire que le ministère de l'Intérieur s'emploierait à trouver les cent « parrains » pour leur candidat. C'est indigne et stupide.

Et cela n'empêchera pas de nombreux militants du P.C.F. d'être influencés par eux.

En fait, la politique de renoncement du P.C.F. commence à porter ses fruits : de plus en plus sont nombreux, en son sein, des militants troublés. Beaucoup d'entre eux, écœurés, découragés, renonceront. Mais si peu qu'il y en ait qui rejoindront ceux qui sont engagés dans la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire, que cela sera déterminant dans les prochaines luttes que ne manquera pas de livrer le prolétariat français.

Roger GIRARDOT

A propos des élections présidentielles, nous avons reçu de la part du « Parti Communiste Internationaliste, section française de la IVe internationale », une proposition d'action commune visant à éditer un bulletin de vote, affirmant en substance : « Je vote pour le Front unique ouvrier, pour le socialisme, contre De Gaulle, Tixier-Vignancourt et Mietterrand », et à inviter les travailleurs à mettre ce bulletin dans l'urne le 5 décembre.

Nous n'avons pas cru devoir nous rallier à cette proposition car elle n'est pas différente du vote nul ou de l'abstention. Elle ne permet pas plus que cette dernière de décompter les voix de ceux qui se retrouvaient sur ce « programme ». L'abstention est une position négative.

Nous le savons bien, mais mettre un tel buletin dans l'urne revient à faire semblant de ne pas s'abstenir. Autant regarder les choses en face.

A notre avis, la seule solution juste eût été de faire campagne, et cela depuis plusieurs mois, en présentant un candidat communiste révolutionnaire.

Les obstacles financiers (le million d'AF de caution) ou légaux (les cent parrains) n'auraient peut-être pas été un obstacle si les différents groupes trotskystes s'étaient entendus et, de toutes façons, la campagne préalable aurait été possible, depuis des mois.

Le fait qu'aucune organisation trotskyste n'ait jugé bon, ou ne se soit jugée capable, de le faire est la marque de leur faiblesse face aux nécessités politiques de l'heure.

Nous en sommes conscients en ce qui nous concerne. Nous en tirerons les leçons pour l'avenir, mais nous ne pensons pas que cela doive nous amener à masquer notre faiblesse sous des semblants d'actions qui ne sont satisfaisants que pour des consciences peu exigeantes.

Bien au contraire, nous pensons que le meilleur gage pour l'avenir que nous puissions offrir à nous-mêmes et aux travailleurs qui nous font confiance, c'est d'aborder ces problèmes, comme tous les autres, sans concession pour nos propres faiblesses.

Nous avons suffisamment confiance dans nos idées et dans notre avenir pour pouvoir agir de la sorte sans crainte.

« Voix Ouvrière » et les bulletins d'entreprise portant le même titre n'ont comme ressources que le produit de la vente et les soutiens de leurs militants et sympathisants. **« Voix ouvrière »** ne peut vivre et se développer, les bulletins d'entreprise ne peuvent se multiplier que si ces soutiens vont en augmentant. Chaque franc que vous nous enverrez c'est 100 feuilles ronéotypées de plus et peut-être 200 ou 300 travailleurs de plus qui connaîtront **« Voix Ouvrière »**.

Les fonds sont à verser à nos collecteurs, diffuseurs et vendeurs ou à envoyer à notre C.C.P. N° 9424.78. Paris, au nom de Maurice Schroedt.

ECHOS DES ENTREPRISES

LES « échos » publiés dans cette rubrique sont extraits des bulletins « Voix Ouvrière » qui paraissent régulièrement dans un certain nombre de grandes entreprises de la région parisienne et des autres centres industriels importants.

En effet, le présent périodique représente l'élargissement de l'activité que des militants ouvriers mènent dans leurs entreprises au moyen de ces bulletins, depuis plusieurs années déjà en certains endroits.

La dégénérescence des partis dits ouvriers, la sclérose des appareils syndicaux se manifestent en premier lieu dans leurs tracts et leurs journaux d'entreprise ou d'atelier, tracts et journaux qui n'expriment plus depuis longtemps ni les préoccupations, ni les sentiments, ni les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, fin 1956 — alors que sur les ordres d'un Premier ministre « socialiste » les avions français bombardaient Port-Saïd, alors qu'aux applaudissements du parti « communiste » français les tanks russes écrasaient l'insurrection hongroise, alors que le premier avec la complicité du second envoyait les jeunes travailleurs français se battre en Algérie — parurent les premiers bulletins « Voix Ouvrière », simples feuilles polycopiées recto verso, destinées à faire entendre dans les usines la voix des ouvriers révolutionnaires.

Depuis, le nombre de ces bulletins n'a cessé de croître. Leur présentation est toujours la même : au recto, un éditorial commun — pour l'essentiel celui ci-dessous —, au verso, des échos locaux se rapportant à chaque entreprise et commentant les faits majeurs de la vie de l'usine, dénonçant l'exploitation quotidienne et ses agents directs ou indirects, analysant et critiquant d'un point de vue révolutionnaire la tactique des centrales syndicales.

Ces bulletins paraissent tous les quinze jours, certains depuis plusieurs années, d'autres depuis quelques mois à peine, et tous ont rencontré, malgré l'opposition souvent violente des bureaucraties syndicales et politiques, un accueil favorable auprès des travailleurs qui peuvent ainsi connaître et vérifier les idées révolutionnaires sur les problèmes concrets qui se posent à eux journellement à l'atelier ou au bureau.

C'est pourquoi ces bulletins doivent se multiplier et paraître dans de nouveaux secteurs : partout où des prolétaires sont soumis à l'exploitation du capital. Expression d'une tendance révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, les bulletins « Voix Ouvrière » sont ouverts à tous les militants qui se réclament de la lutte des classes, à tous les travailleurs conscients.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE « VOIX OUVRIERE »

CROIRE AU PÈRE NOËL UN 5 DÉCEMBRE

Les élections présidentielles approchent et il est de plus en plus évident qu'elles seront l'occasion d'un nouveau plébiscite du Président-Général du Conseil d'administration de la bourgeoisie et du haut patronat qu'est l'Etat.

Personne ne croit au succès du candidat de « la gauche », François Mitterrand. Pas même lui. Pas même le Parti Communiste et tous ceux qui le soutiennent. Pour eux, il n'est question, dans le meilleur des cas, que de pouvoir compter « le maximum de suffrages » sur le nom de Mitterrand.

Mais qu'est-ce que cela changera ?

De Gaulle sera réélu pour sept ans. La Constitution sera probablement modifiée pour « qu'en cas de malheur » il soit automatiquement remplacé pour son septennat... sans que cela fasse le bonheur de quiconque.

Si Mitterrand représentait réellement une opposition au régime, si son programme était celui des travailleurs et des classes pauvres de la société, s'il proposait au moins que se comptent sur son nom ceux qui sont prêts à engager le combat pour faire aboutir un tel programme, cela aurait un caractère positif. Mais cela n'est pas le cas. Mitterrand, l'ancien ministre du Guy Mollet des rappelés, n'est pas le candidat des travailleurs ; des travailleurs il ne souhaite que piper les voix.

L'hypocrisie, sur cette question, du Parti Communiste français est bien grande. D'ailleurs il suffit de voir avec quelle gêne il s'explique sur le soutien qu'il apporte à Mitterrand.

Qu'est-ce donc qui empêcha depuis des mois qu'il est question d'élections présidentielles et que certains hommes de la bourgeoisie comme Defferre et Tixier-Vignancour faisaient campagne, qu'est-ce donc qui empêcha le Parti Communiste de proposer un candidat communiste ayant comme programme les revendications des travailleurs et celle des artisans et paysans pauvres.

Les travailleurs et les classes pauvres auraient alors su pourquoi ils votaient.

Au lieu de cela, le Parti Communiste français a mendié, pendant des mois, à Defferre qu'il veuille bien discuter d'un « programme commun » que le P.C.F. se gardait bien de définir. Defferre a refusé de discuter et a finalement retiré sa candidature. Mitterrand est apparu, QUI N'A PAS PLUS ACCEPTE DE DISCUTER DU PROGRAMME COMMUN. Mais le P.C.F. a alors découvert qu'il n'était pas besoin de discuter du programme commun et, qu'en gros, celui de Mitterrand (?) était bien convenable.

Depuis des années, les dirigeants du P.C.F. disent qu'il faut mettre fin au pouvoir de De Gaulle pour pouvoir régler les revendications générales des travailleurs. Depuis des années ils s'abritent derrière cet argument pour s'opposer aux luttes économiques d'envergure des travailleurs, pour faire tourner court les grèves qui pourraient devenir générales en disant que de toute façon rien ne peut être obtenu tant que De Gaulle est là. Et de laisser entendre qu'aux élections présidentielles tout pourrait changer. Ces élections sont là et l'on voit que rien ne changera. Alors ? Que veulent les dirigeants du P.C.F. Que les travailleurs se résignent ? Que sous prétexte qu'il y a une majorité pour élire De Gaulle il faut que les travailleurs renoncent à un salaire décent, aux quarante heures et aux garanties efficaces contre le chômage ?

Les dirigeants du P.C.F., comme Georges Marchais l'autre soir à la Mutualité, prétendent que « Voix Ouvrière » ment quand elle affirme qu'ils sont opposés aux mouvements généralisés.

Pourtant, camarades communistes, sincèrement, depuis plusieurs années, vos responsables sont-ils intervenus une seule fois pour l'élargissement d'un mouvement ou la généralisation d'une grève ? A chaque fois, ne l'ont-ils pas fait pour vous convaincre au contraire qu'il ne fallait pas étendre les mouvements engagés ?

Mais, puisqu'il est évident que ce n'est pas par les élections, n'est-ce donc pas par la lutte et au besoin par la grève générale que les travailleurs pourront faire valoir leurs droits à une existence digne et convenable.

V. O.

ALORS QUE POLICE ET GRANDE PRESSE MONTENT EN ÉPINGLE CERTAINS DÉLITS

RACISME ET PREJUGES DE TOUTES SORTES CONTINUENT A DIVISER LA CLASSE OUVRIERE ET EMPOISONNER SA CONSCIENCE

CHEZ U.C.L.A.F.

VIVENT LES TRAVAILLEURS ALGERIENS !

Le racisme est une des plaies les plus honteuses de la classe ouvrière. Il s'exerce en général contre tous les travailleurs étrangers et contre les Nord-Africains en particulier. La récente affaire de viol d'une jeune femme par sept individus a déclenché une vague d'indignation qui s'est canalisée contre les Nord-Africains en général. On ne cherche pourtant pas des poux sur la tête aux Lyonnais aux Bretons, ou aux Corses, tous « bons Français », lorsque l'un d'entre eux commet une agression, un viol ou autre délit.

A l'usine 1, en fabrication, quelques racistes ont lancé une pétition contre les Algériens, demandant qu'on les renvoie de l'usine et de France.

Jusqu'à présent, on croyait que seul le patron avait le droit de vider des salariés. Maintenant ce sont quelques travailleurs qui aspirent à faire ce sale boulot... avec l'appui des flics. Il n'y a vraiment pas de quoi être fiers.

Si un jour le patron décide de licencier l'un des signataires de la pétition, de quoi se plaindra-t-il ? Si un jour les flics matraquent des grévistes, de quel droit un gréviste-signataire se plaindra-t-il, lui qui a fait appel à la police pour vider d'autres travailleurs ?

D'ailleurs à propos de grève, ces courageux signataires sont-ils aussi gonflés pour lutter contre le patron ? On nous permettra d'en douter.

Par contre, ce que nous savons, c'est qu'il y a des centaines de milliers d'Algériens qui ont énormément de courage, et qui l'ont montré durant 7 ans d'une guerre horrible contre l'impérialisme français, ce qui leur a coûté 1.000.000 de morts avant qu'ils arrachent leur indépendance.

Nous savons aussi que ce même impérialisme français a, pendant des dizaines d'années condamné les Algériens à la misère. Misère qui dure encore aussi bien dans les usines françaises qu'en Algérie même, toujours à cause de l'impérialisme.

Alors de deux choses l'une : ou bien les signataires sont des inconscients ou bien des complices du capitalisme. Quoi qu'il en soit, leur geste n'honore pas la classe ouvrière.

CHEZ CHAUSSON

UN SEUL ENNEMI, LE PATRON

Malgré la grève des mineurs, en mars 63, qui a vu l'admirable combativité de nos camarades dont beaucoup étaient des étrangers.

Malgré les grèves importantes en Espagne, il y a deux ans, et encore récemment, qui ont montré le courage de nos camarades espagnols, sachant qu'ils risquaient la prison et les tortures pour fait de grève.

Malgré la guerre d'Algérie qui a montré l'héroïsme des travailleurs algériens, malgré tant de preuves de courage et d'abnégation dans la lutte, certains camarades, heureusement fort peu nombreux, ont eu des réactions pas très accueillantes devant l'arrivée des nouveaux embauchés, en grande partie des étrangers. Ils craignent sans doute les bas salaires et le chômage devant l'afflux de personnel.

Il est vrai que cela entre aussi dans l'optique du patron.

Embaucher des ouvriers qui peuvent concurrencer les autres avec un salaire dérisoire pour le même travail, telles sont aussi les intentions de Chausson. Mais, avant l'arrivée de ces camarades, avions-nous un meilleur salaire ? Les conditions pour arracher au patron des augmentations de salaire étaient-elles plus favorables, et quand ?

Les seuls moment où nous avons bénéficié d'une augmentation de salaires, où nous avons vu notre sort s'améliorer, c'était quand nous étions en lutte, tous ensemble, tous unis, face au patron, notre seul ennemi.

CHEZ CITROEN

CE PELE... CE GALEUX...

Depuis quelques semaines, le Crédit Lyonnais a décentralisé certains de ses services du boulevard des Italiens et a envoyé — sans leur demander leur avis — 1.200 personnes travailler à Levallois.

Tous ces employés sortent le soir à la même heure que nous et cela n'est pas sans poser de problèmes. En effet, le métro, déjà encombré par le passé ne peut pas absorber cette foule d'un seul coup. Cela se traduit pour nous, comme pour les employés du Crédit Lyonnais, d'ailleurs, par des bousculades, des conditions de transport encore plus pénibles, une perte de temps et une fatigue accrue.

Certains d'entre nous ont trouvé les responsables : ce ne serait pas les patrons, incapables d'organiser l'éclatement des sorties d'usines ; ce ne serait pas la RATP c'est-à-dire l'Etat et le gouvernement, qui ne jugent pas nécessaire de donner aux travailleurs un métro différent de celui de 1900 ; les responsables, ce seraient : « ces salauds d'employés, ces fainéants, ces fonctionnaires payés à rien foutre, qui viennent nous prendre nos places dans le métro ! »

Un tel état d'esprit, de telles paroles ne font pas honneur à ceux qui les prononcent et sont inadmissibles. Les employés du Crédit Lyonnais sont des exploités au même titre que nous, ouvriers de Citroën, et le fait qu'ils travaillent en blouse ou en chemise et cravate ne change rien à leur condition de prolétaires. Si le C.L. a décidé de les transplanter à Levallois, il n'y sont pour rien et pour la plupart ce fut contre leur gre puisque leur temps de transport s'en est trouvé allongé de près de une heure par jour. D'ailleurs ils est engagé et mènent actuellement une lutte pour la diminution de leur temps de travail.

Nous avons tous, métallos ou employés de banque, les mêmes intérêts et la solution n'est pas de nous entredéchirer mais d'être solidaires face à notre ennemi commun : le patronat.

— journée de travail plus courte...
— éclatement des sorties d'usine...
— amélioration et modernisation de la RATP...

Telles sont les revendications que nous devons être capables d'obtenir du patronat et de l'Etat bourgeois.

A AIR-FRANCE

OUVRIERS ET MENSUELS : TOUS DES EXPLOITES

Bien que les ouvriers et les mensuels aient les mêmes besoins, des salaires identiques, et le même pouvoir d'achat, la façon de voir de l'un et de l'autre est souvent différente.

En général, les ouvriers, du fait qu'ils se trouvent au cœur même de la production, ont beaucoup plus conscience d'être exploités. Certains vont même jusqu'à dire qu'ils sont les seuls à faire tourner l'usine. Or, ceux qui travaillent à l'approvisionnement en matières premières, à la distribution des matières transformées, dans les magasins, dans les bureaux d'étude, dans les services de gestion, etc., font partie intégrante de l'usine, sont indispensables à la production moderne et sont exploités au même titre que ceux qui ont des tâches manuelles.

De son côté, le mensuel a tendance à croire que son emploi le différencie de l'ouvrier. Il est en contact avec l'élément directeur de l'entreprise, et, bien souvent, il s'identifie à lui. Le fait d'avoir un travail propre et de ne pas porter de bleus lui fait penser que sa condition est supérieure. Pour toutes ces raisons, et aussi à cause d'un certain cloisonnement, l'organisation syndicale est moins implantée dans les bureaux que dans les ateliers.

Cependant, on ne mesure pas toujours le degré d'exploitation d'un individu à la forme ou à la couleur de son vêtements. Il est certain que la condition de l'ouvrier et celle du mensuel sont aussi mauvaises et que leurs intérêts sont identiques. D'ailleurs, bien souvent, la femme de l'ouvrier travaille dans un bureau, et réciproquement. Ouvriers et mensuels n'amélioreront leur sort que dans la mesure où ils lutteront ensemble. Pour arriver à une identité de vue, à une conscience commune pour se battre ensemble, il faut prendre des contacts les uns avec les autres. Notre division face au patronat est notre faiblesse, et pourtant, en nous unissant, notre force est grande.

Interpellations policières, amendes, répression patronale... Coups et calomnies du PCF se conjuguent pour tenter d'empêcher l'expression de tendances ouvrières révolutionnaires dans les entreprises

A LA C.R.S.S.P.

LIBERTE, POUR QUI ?

La quinzaine passée, nos diffuseurs ont été interpellés par la police au moment où ils venaient de terminer la diffusion de la « Voix Ouvrière ». On leur a infligé une amende pour « distribution de tracts à caractère politique et en groupe ».

La France nous dit-on est une démocratie, et la liberté d'expression y est reconnue depuis 1789. Mais tout cela, c'est la théorie. La liberté d'expression pour la bourgeoisie, c'est la liberté de défendre ses intérêts à elle. Si vous remettez en question, comme le fait notre buletin, son pouvoir même, si vous lui contestez le droit de nous exploiter, le droit de mener, au nom de la « démocratie », une politique contraire à nos intrêts, alors elle sort ses griffes.

Que vaut la liberté d'expression si l'on empêche les travailleurs de défendre leurs idées au sein de la classe ouvrière ?

Certes il s'agit là de peu de choses et cet incident ne nous empêchera pas de continuer à faire paraitre la V. O. CRSSP. Mais il montre bien la mesure des « libertés » qu'on nous accorde dans un régime bourgeois. En cette période pré-électorale sachons bien nous en souvenir.

(Extrait du n° 10 de la V.O. CRSSP)

CHEZ RHONE-POULENC

ÇA NE TIENT PAS DEBOUT

Un tract du Comité Démocratie Ouvrière nous fait part de la sanction dont a été l'objet un de ses militants de la part de la Direction. Une lettre d'avertissement lui a été adressée pour avoir nommément désigné des produits utilisés dans l'usine, dans le bulletin « Démocratie Ouvrière ».

Voilà en vérité un curieux prétexte pour empêcher des militants ouvriers de dénoncer les conditions de travail et de sécurité anormales qui existent dans l'usine.

C'est tout simplement vouloir museler les travailleurs que de les sanctionner à ce propos.

En réalité, le prétexte invoqué ne supporte pas l'examen. car le bulletin « Démocratie Ouvrière » incriminé ne donnait aucun détail sur les modes de fabrication, et ne citait que des noms de produits courants. Que dire, par exemple, de la revue patronale de Rhône-Poulenc « Rhodia-Information », distribuée à tous les travailleurs. Ce numéro 11, par exemple, détaille en long et en large la fabrication de la Penic... *(Chut !)* en citant des noms de produits, en précisant les appareils et montrant en gros ce procédé de fabrication et cela avec photos à l'appui.

Voilà une preuve de plus que la direction ne cherchait qu'un mauvais prétexte.

(Extrait du n° 62 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

CHEZ RHONE-POULENC

LA LIBERTE D'EXPRESSION EST INDIVISIBLE

Les camarades du C.D.O. ont tout de suite réagi à ce qu'ils considèrent, avec juste raison, comme une atteinte grave à la liberté d'expression des travailleurs. Aussi ont-ils contacté les syndicats pour une riposte commune, qui les concerne directement puisqu'une entrave à la liberté d'expression d'un travailleur, aujourd'hui, c'est un précédent qui incitera la Direction à s'attaquer à la liberté d'expression de toutes les organisations ouvrières. Aussi, sommes-nous stupéfaits devant la réponse qu'a faite la C.G.T. : « Aucune action quelle qu'elle soit avec le C.D.O. », ainsi que devant celle de la C.F.D.T. qui préfère prendre position séparément.

Pour nous, il est certain que devant un tel coup de la Direction, il aurait fallu qu'elle trouve devant elle toutes les organisations unies. L'attitude de ces syndicats montre qu'ils préfèrent voir contester la liberté d'expression des ouvriers plutôt que d'organiser une risposte efficace aux attaques du patron.

(Extrait de la V.O. n° 62 de Rhône-Poulenc.)

CHEZ NEYRPIC

DROLES DE DEMOCRATES

La dernière diffusion de *Voix Ouvrière* à Croix-Rouge et Sogréah a été troublée par quelques inquisiteurs en mal d'autodafés qui, au nom de la démocratie, de l'unité avec les radicaux, les socialos et autres ont voulu nous interdire la libre diffusion de nos idées.

Que le P.C.F. soit gêné pour expliquer les raisons de son soutien à Mitterrand, c'est une chose, mais qu'il passe sa mauvaise humeur sur ceux dont la critique le blesse, c'est autre chose et ce n'est pas tolérable.

Ce n'est pas à coups de poings que l'on prouvera que Mitterrand est autre chose qu'un politicien bourgeois.

Au contraire.

Cela prouve simplement que l'on n'a pas confiance dans ses idées.

(Extrait du n° 56 de la V.O. Neyrpic.)

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

L'AUBE A L'IMAGE DE L'AURORE

Un article paru dans « l'Aube Nouvelle » accable la « Voix Ouvrière » de toutes les calomnies, habituelles, il est vrai, de la part du P.C.F. Mais, cette fois, c'est au nom de la grandeur de la France et de la démocratie qu'elle le fait.

Quant à la question : « par qui sont-ils payés », nous y avions déjà répondu dans le n° 9 de la « Voix Ouvrière » des Compteurs. Alors, de deux choses l'une :

— Ou le rédacteur de « l'Aube Nouvelle » est d'une mauvaise foi répugnante...

— Ou bien il n'a pas lu la « Voix Ouvrière » (c'est peut-être interdit au P.C.F.)...

Mais alors, de quel droit nous critique-t-il ?

(Extrait du n° 30 de la V.O. des Compteurs de Montrouge)

CHEZ BERLIET

DEMOCRATIE

Depuis une quinzaine de jours, le P.C.F. a consacré à la « Voix Ouvrière » un article spécial dans « La Voix du Lyonnais » (supplément local à l'« Humanité-Dimanche ») ; la C.G.T. a diffusé d'autre part un tract à notre sujet.

Cette abondance de commentaires et d'« explications » ne montre qu'une chose : c'est que devant la désapprobation des travailleurs face aux méthodes violentes employées contre deux ou trois jeunes par des gens du P.C. et de la C.G.T., ceux-ci se sentent morveux, et essayent de faire croire qu'ils n'ont pas attaqué, que ce sont ces jeunes qui provoquaient. Peut-on parler de provocation lorsque trois jeunes gens essayent de se défendre contre une vingtaine de gros gabarits qui assomment quand ils ne peuvent convaincre ?

Ou alors c'est que ces gens considèrent comme une provocation le simple fait de défendre des idées différentes des leurs.

En tout cas, nous relevons avec plaisir que la C.G.T. et le P.C. semblent s'engager à renoncer aux attaques physiques contre nous.

De toute façon, nous défendrons nos idées. Quant aux « arguments » et aux calomnies avancés dans ces différents papiers, nous n'y répondrons pas. Les travailleurs peuvent lire notre presse. Ils peuvent lire les tracts de la C.G.T. et du P.C. Ils peuvent comparer et juger.

(Extrait du n° 91 de la V.O. BERLIET).

AUX CHANTIERS DE SAINT-NAZAIRE

PAR SOUCI DE VERITE

Pour répondre fraternellement à la provocation du bulletin « En Avant Toute », notre souci permanent étant l'objectivité de notre conscience de classe : nous ne nous reconnaissons pas d'ennemis dans la classe ouvrière ; il ne saurait y avoir que des camarades qui se trompent ou qui sont trompés. Une « Sainte Famille » règne sur les organismes locaux de la C.G.T. et cependant ces fameux révolutionnaires ont bien transformé le syndicat du port en organisation réformiste : c'est ainsi que des hommes (trompés) collent de nuit des affichettes sur lesquelles ont lit « US GO HOME » et qui de jour manutentionnent des caisses portant l'inscription « munitions... Vietnam ».

(Extrait du n° 134 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique).

LES RÈGLES DE LA « JUSTICE PATRONALE » que les travailleurs n'ont pas à admettre

A LA REGIE RENAULT (Dépt 37)

LE DROIT A LA VIE

La semaine dernière, un ouvrier du département a été licencié pour avoir sorti de l'usine une massette. Il a été « pris » le mardi, licencié le mercredi et ce n'est que le jeudi que la nouvelle a commencé à circuler à l'atelier. Comme coup en douce on ne fait pas mieux.

Les premiers informés ont trouvé que le cas n'était guère défendable et que cet ouvrier passait pour indiscipliné. Ça c'est pas une nouveauté, il avait 17 ans de maison. Le faire prendre à la sortie avec un outil cela prouve tout simplement qu'après 10 heures passées à l'usine, il faut encore bricoler à la maison parce que notre salaire ne nous permet pas de faire exécuter ces tâches par d'autres.

Prendre un outil à son patron c'est du vol paraît-il.

Le patron lui, nous prend notre liberté : nous lui consacrons 10 à 12 heures par jour et cela jusqu'à la limite de nos forces c'est-à-dire 65 ans si l'on tient jusque-là et tout ça pour un salaire qui nous permet tout juste de subsister.

Alors quand et avec quel argent pouvons-nous occuper des loisirs ?

Ça ce n'est pas du vol, c'est de l'exploitation.

Sortir un outil de l'usine, c'est tout juste une solution de dépannage.

Ce n'est qu'en prenant l'usine entière et en organisant la production pour le bien de tous que nous gagnerons notre droit à la vie.

(Extrait du N° 210 de la V. O. - RNUR 37.)

CHEZ MICHELIN

JUSTICE D'EXPLOITES

Un ouvrier de O.P.C. vient d'être renvoyé. Motif : absences répétées sans justifications, c'est-à-dire sans certificat médical.

La direction a le règlement intérieur pour elle, les délégués comme les camarades de travail eux-mêmes ne pensent pouvoir rien faire. Pourtant, l'ouvrier n'est pas payé pendant ses absences.

Pourtant, lequel d'entre nous n'a-t-il pas dû s'absenter quand sa femme ou son gosse tombait malade ? Est-ce parce que l'un d'entre nous a des ennuis ou ne sait pas s'en sortir, qu'on doit le laisser s'enfoncer davantage et l'abandonner ?

Les ouvriers de Vannes ont récemment montré qu'ils n'étaient pas prêts à laisser prendre le gagne-pain d'un ouvrier sous le prétexte qu'il était en faute par rapport à un règlement qui ne permet légalement que l'exploitation ! Allons-nous continuer à laisser jeter à la rue nos camarades, impuissants, ou enfin nous décider à imiter nos camarades de Vannes.

(Extrait du n° 139 de la V.O. Michelin.)

VOIX OUVRIERE
29, rue de Château-Landon
Paris-X^e^
Abonnement 6 mois : 10 F, au nom de Maurice Schrœdt.
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :
M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie Parisienne
Wilson • Proudhon
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Seine)

Travail executé par des ouvriers syndiqués.

HORAIRES ET EMPLOIS C AU GRÉ DE LA PRODU

Aujourd'hui c'est da et de Saint-Étienne d'horaires et les lice

A BERLIET

CE N'EST PAS A NOUS DE PAYER

Nous avons parlé dans notre dernier numéro du prêt de 3 milliards que fait l'Etat à Berliet. D'autre part, on voit bien que lorsqu'il s'agit d'inspirer confiance à sa clientèle, Berliet sait mettre en avant les bénéfices que son entreprise a réalisés les années précédentes.

Pourtant, lorsqu'il s'agit des travailleurs qui sont à l'origine des bénéfices en question, Berliet paraît-il n'a plus d'argent, et dit non au fonds de garantie des ressources qui nous permettrait de conserver la même paie, bien que pour la plupart nous ne fassions en ce moment que 40 heures au lieu de 45.

Nous ne sommes pas contre cette diminuteion d'horaire, bien sûr. 40 heures, les travailleurs avaient obtenu cela en 1936, il y a presque trente ans. C'est la baisse de salaire correspondante que nous n'apprécions pas.

Nous vivions tant bien que mal avec notre paye et une diminution d'entre 5 et 10.000 francs, cela se sent, sur nos faibles salaires.

Berliet a du culot de prétendre qu'il n'a pas les moyens de faire fonctionner un Fonds de régularisation des Ressources. Il a encore plus de culot lorsqu'il propose que les travailleurs contribuent au financement d'un tel fonds. Il baisse les horaires : c'est qu'il y trouve son intérêt. Nous n'y sommes pour rien et ne voulons pas supporter les conséquences des bouleversements de sa politique.

Non seulement il nous paye des salaires de misère et accumule des profits énormes grâce à notre travail, et, en plus, il faudrait que nous prélevions dessus pour « compenser » partiellement une diminution dont il est la seule cause ?

Berliet se moque de nous et nous traite comme des moins que rien : il presse le citron tant qu'il peut, avec l'intention de le jeter s'il n 'en a plus besoin un jour. L'audace des patrons est sans limite.

Jusqu'au jour où les ouvriers prendront le coup de sang. Et à ce moment-là, que Berliet sache bien que ce n'est pas seulement pour un fonds de régularisation des ressources qu'ils se mettront en bagarre. Pour les 40 h., et pour un salaire décent.

Juin 36, ce fut un coup de colère et les patrons s'en tirèrent encore à bon compte avec les 40 h. et 20 ou 30 % d'augmentation des salaires.

(Extrait du n° 91 de la V.O. Berliet.)

CHEZ PANHARD

« VOICI COMMENT, EN VENDANT MON TEMPS LIBRE, J'AI TOUT PERDU »

Nous reprenons ici un texte paru dans le Syndicaliste, organe de la Fédération F.O. de l'industrie chimique. Ces réflexions, plus d'un d'entre nous pourraient les faire...

« Dormir, manger, et travailler encore, cela est devenu un rythme si habituel que nous n'y relevons même plus, que nous ne relevons même pas la tête pour regarder si cela est normal ou non. La vie coûte cher et ceux qui se battirent pour arracher une semaine de quarante heures ne semblent l'avoir fait que pour nous permettre de faire des « heures supplémentaires ».

Il faut boucler le mois, payer le crédit et l'échéance du loyer, et pour que ça « rende », ces heures supplémentaires, il faut s'acheter la télévision ou la voiture.

En douce, les tuyaux se refilent ; chez Untel, on fait des heures autant que l'on veut à 25 et 50 %. Chez tel autre, on peut bricoler le samedi, et même le dimanche.

Et j'ai commencé par vendre mo : temps, mon temps libre à moi, celui pendant lequel je n'avais pas un patron sur le dos.

Et j'ai vendu mon sommeil, un bon sommeil d'homme éreinté. Et là je me suis fait avoir car en m'achetant mon sommeil on m'a volé une bonne partie de ma santé.

Enfin, j'ai commencé à vendre des « bricoles » : mes heures de lecture ou de musique, mes rencontres avec les collègues du syndicat. J'ai bazardé à vil prix des ballades en ville et à la campagne, mes heures de rien où j'allais simplement écouter le vent dans les pins.

Mais cela ne suffisait pas, l'argent manquait encore trop et pour acheter toujours des heures supplémentaires, j'ai lâché les gros morceaux.

Alors j'ai vendu mes soirées, mes samedis et mes dimanches avec me femme et mes gosses.

J'ai tout vendu...

Je suis devenu le confort moderne de ma famille.

Je suis devenu la « bête de somme » de mon patron. C'est vrai qu'il me regarde comme un paysan regarde ses bœufs.

Toi, qui me lis, qui achète du pain et le bien-être matériel à coup d'heures supplémentaires je t'en prie, ne vends pas tout ce qui fait de toi un homme. L'homme ne vit pas seulement de pain...

(Extrait du N° 65 de la V. O. - Panhard.)

A LA C.A.F.L.

DU PROGRAMME A L'ACTION

La semaine dernière, réunions et conférences de presse se sont succédées à St-Etienne sur le problème de l'emploi dans la Loire. Le secrétaire de l'Union Dépar-

Malgré une a il y a pourta jeunes mét

CHEZ DESFOSSES

UN PAS EN AVANT

En réponse au rejet par Mermet de leur revendication et au résultat négatif de la conciliation, après quatre semaines d'attente, nos camarades de la taille-douce ont fait grève mardi dernier, toute la journée. Cette grève a été suivie par la presque unanimité des travailleurs de ce secteur tout entier.

Cette grève est un avertissement sérieux. Et la direction l'a bien compris, puisque sa première réaction, si elle n'a pas été de donner satisfaction à nos camarades, a été de gagner du temps et de chercher à noyer le poisson en demandant la conciliation nationale, dans les délais les plus brefs.

Nos camarades demandent 40 centimes d'augmentation pour tout le monde. Ils ont renconiré, par-ci, par-là, l'approbation, la sympathie d'autres travailleurs qui, eux aussi, en ont marre de la politique de Mermet et Cie.

Ce qui a été possible à la taille-douce l'est aussi ailleurs. La preuve est faite que lorsqu'on veut on peut, au minimum, s'organiser et faire reculer la direction. Pour la faire plier, il faut faire plus, et ne pas laisser un secteur se battre seul contre la direction sur un problème aussi commun à tous que les salaires. Les camarades de la taille-douce ont pu prendre conscience de ce qu'est leur force, une fois organisée, pour la lutte au coude à coude. Nous devons tous prendre conscience des résultats importants que nous pourrions obtenir si nous agissions ainsi à l'échelle de toute l'usine. Ensemble, nous pou-

:ONTINUENT A FLUCTUER JCTION CAPITALISTE :

ns la région de Lyon que les réductions nciements menacent

tementale C.G.T., notamment, a fait un communiqué dans la presse locale le 26-10-65.

Il rappelle, très justement, les fermetures d'usines qui ont eu lieu à St-Etienne, au Chambon Feugerolles, dans la vallée du Gier, à Roanne, à Firminy, etc., la situation de centaines de jeunes sortant de l'école avec diplômes et qui ne trouvent pas d'emploi, et enfin, le problème de la C.A.F.L. En conclusion, il propose comme seule solution pour lutter contre le chômage :

— empêcher la fermeture d'entreprises et le renvoi des travailleurs sous quelque prétexte que ce soit ;

— appliquer la semaine de quarante heures sans diminution de salaire ;

— avancer l'âge de la retraite à 60 ans et à 55 pour les femmes. Et nous sommes tout-à-fait d'accord.

Mais comment compte-t-il y arriver ?

Prêcher l'unité aux travailleurs c'est facile. Les travailleurs sont bien d'accord et savent bien que c'est tous ensemble qu'on est fort.

Mais les syndicats, à commencer par la Confédération Générale du Travail (qui a été créée et qui existe justement pour unifier et coordonner nos luttes à l'échelle du pays), pourquoi ne nous proposent-ils pas un plan d'ensemble pour imposer ce beau programme afin qu'il ne reste pas lettre morte.

(Extrait du n° 52 de la V.O. C.A.F.L.)

BOURGOGNE ELECTRONIQUE

ÇA RECOMMENCE

A L.C.C., depuis mercredi 27, nous refaisons des heures supplémentaires. Si la direction s'est permis de nous les imposer si brutalement c'est parce que nous avons besoin d'argent.

Pourquoi avons-nous tant besoin d'argent ?

Parce que quand nous faisons 40 heures nous ne gagnons rien. Mais ces 40 heures c'est l'HORAIRE LEGAL : c'est-à-dire que nous sommes supposés pouvoir vivre DECEMMENT avec 40 heures de travail par semaine.

C'est du moins ce que représentaient les 40 heures lorsque les ouvriers de 1936 les ont arrachées de force aux patrons.

ET MAINTENANT ?

Pour un salaire décent il nous faut travailler au moins 48 heures !

COMMENT ONT-ILS PU NOUS MENER JUSQUE LA ?

Quant le coût de la vie monte, au lieu d'augmenter le salaire de base ils nous ont proposé puis IMPOSE les heures supplémentaires.

Ces heures que nous croyons faire volontairement ne sont plus des heures « SUPPLEMENTAIRES » mais absolument NECESSAIRES. Nous ne les faisons pas pour mettre du beurre dans les épinards mais pour acheter les épinards.

Ces heures ne sont supplémentaires que pour les patrons car ils peuvent nous les imposer ou nous les retirer quand ils veulent et LEGALEMENT.

Et c'est avec ces heures VITALES pour nous qu'ils se permettent de jongler au gré de leurs commandes c'est-à-dire de leurs profits.

Les patrons n'y changeront rien par bonté d'âme, car leur seule loi c'est le profit.

C'est à nous et à nous seuls, par la lutte, comme les ouvriers de 36 de reconquérir un salaire décent garanti pour 40 heures.

(Extrait du n° 13 de la V.O. Bourgogne-Electronique).

pparence d'apathie générale nt des secteurs, imprimerie allos, chimie, en lutte

vons beaucoup, et, pour reprendre l'expression de camarades, c'est 50 centimes pour tous que nous pouvons arracher à Mermet si nous nous mettons ensemble dans la lutte.

(Extrait du n° 124 de la V.O. Desfossés.)

CHEZ OLIER

UN BON AVERTISSEMENT

La semaine dernière par deux fois les jeunes ouvriers ont fait grève. Ils protestaient ainsi contre une des pires injustices de laquelle vit la maison Olier. La surexploitation des jeunes spécialement avant le service militaire. Même lorsqu'après 18 ans on échappe aux conditions draconiennes du contrat, on reste payé au minimum bien que professionnel. Avant le service, il est difficile de trouver du travail ailleurs et la direction en profite pour n'allouer que des quinzaines de 200 F et moins. Aussi, jeudi dernier, les jeunes de l'ajustage faisaient une grève d'avertissement d'une heure, suivie vendredi d'une grève d'une heure des jeunes de la mécanique, enfin samedi, toute l'usine débrayait une heure par solidarité. Thevissen qui était absent puis fatigué a enfin cédé et a accordé l'entrevue lundi.

Bien qu'il ait refusé de s'engager de manière précise, il a promis un réajustement pour la paye du 20.

Jeunes où en sommes-nous ? Qu'espère la direction ? Olier veut retarder la décision, nous endormir de promesses. Ces grèves ont été un bon avertissement qui l'ont atteint. Si nous restons mobilisés et si la direction nous sent prêts à intervenir à nouveau elle cédera. De notre attitude dépend sa décision.

(Extrait du n° 18 de la **V.O.**, Olier)

CHEZ RHONE-POULENC

UN EXEMPLE DE GREVE PAR SECTEUR !

Il y a quinze jours devait avoir lieu une grève des P.M.O. Les travailleurs de ces services, persuadés qu'il fallait agir pour obtenir satisfaction, acceptèrent d'envisager un mouvement limité aux P.M.O. Mais quelle ne fut pas leur stupéfaction d'apprendre que les stratèges de la C.G.T. n'étaient pas d'accord pour une action des deux P.M.O. ensemble, mais préconisaient une action séparée pour chacun à des dates différentes. Alors, il y eut du bruit dans Landerneau... et pas d'action !

La C.G.T., contrainte par les travailleurs à changer de tactique, envisage donc pour cette semaine un mouvement qui engloberait cette fois toute l'Organique. Cela après un sondage par les délégués demandant si nous étions pour 3 ou 24 h. de grève, en se gardant bien de préciser que l'action envisagée n'intéresserait que les services de l'Organique. Et comme notre volonté d'action est grande, la plupart de ceux d'entre nous consultés, mis devant le fait accompli, se prononcèrent pour un mouvement dans ce secteur.

Les travailleurs, conscients de l'inefficacité des luttes par secteur, doivent exiger une action étendue à toute l'usine.

(Extrait du n° 62 de la V.O. Rhône-Poulenc.)

La vie à l'atelier et au bureau, c'est encore la fouille, les brimades et la surveillance continuelle des chefs, l'interdiction de parler les sanctions arbitraires ou déguisées

A LA S.N.C.F.

SANCTION DEGUISEE

A Paris-Nord, la semaine dernière, nous avons assisté à la mutation arbitraire d'un camarade du bureau des plis au Landy. Bien que la direction ne l'ait pas avoué officiellement, pour tout le monde, il s'agit là d'une mesure disciplinaire.

Ce n'est pas la première fois qu'un agent est déplacé ; d'autres, avant lui, se sont payé « l'exil du Landy ».

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler les conditions de travail que nous fait supporter la direction par l'intermédiaire du chef de chantier bagages et de ses acolytes. Si l'augmentation du trafic et nos salaires de misère sont plus ou moins indépendants de la volonté de ces énergumènes, il en est autrement de la compression du personnel, qui, elle, est bien leur œuvre, bien triste d'ailleurs !

Nous savons que, pour la direction, leur rôle est le faire suer toujours davantage de profit aux travailleurs, et, dans notre chantier, ils le remplissent au mieux. Pour cela, toutes les méthodes sont bonnes : le paternalisme, la menace, l'hypocrisie la plus éhontée... Mais, à notre grande satisfaction, ils n'ont pu convaincre personne que « le capital de la S.N.C.F. nous appartient à tous et que nous devons le préserver ». Pourquoi n'ont-ils pu convaincre personne de cela ? Tout simplement à cause de quelques brebis galeuses, des « mauvais agents », qui persistent à ne pas le croire et à dire le contraire.

Inutile de dire qu'il était attribué au camarade cité une grande part de responsabilité car tout le monde sait qu'il ne leur envoyait pas dire ce qu'il pensait. Mais ces messieurs n'admettent pas cela.

Bien sûr, on ne peut guère demander à quelqu'un qui a le crâne vide de se creuser la cervelle, mais, nous l'avons déjà dit et prouvé, nous ne sommes pas des petits enfants de qui l'on obtient la soumission à l'aide d'un caramel, d'une trique ou d'une mutation...

(Extrait du n° 142 de la V.O. Cheminots.)

A LA C.R.S.S.P.

C'EST PEUT-ETRE DU RATA, MAIS ÇA NE DOIT PAS ETRE LA CASERNE

Par une récente note de service, la Direction rappelait que toute vente de journaux et périodiques était interdite dans les locaux de la Caisse Régionale, y compris à la cantine, sans son autorisation formelle. Bien entendu, cette mesure vise en premier lieu la presse syndicale.

Le fait que nous critiquions assez souvent cette presse, nous met d'autant plus à l'aise pour protester avec véhémence contre cette mesure. En effet la loi oblige la Direction à mettre des locaux à notre disposition pour prendre nos repas. Et pendant l'heure du repas qui doit être aussi une heure de détente, nous devons pouvoir faire ce que bon nous semble dans ces locaux qui doivent être mis à notre disposition, sans que la Direction s'en mêle. Nous devons pouvoir y rester bavarder si ça nous plaît, y amener des amis si on en a envie, y acheter ou pas des journaux si ça nous chante.

A midi, lorsque nous sommes à la cantine, nous ne sommes plus dans les locaux de la Caisse Régionale ! Ou alors, que la Direction nous donne des chèques-restaurant pour que nous allions manger ailleurs !

(Extrait du n° 10 de la V. O. CRSSP)

AUX CABLES DE LYON

JUGULAIRE ! JUGULAIRE !

Depuis une quinzaine de jours, la Direction s'en prend particulièrement aux représentants syndicaux : elle a commencé par enlever au secrétaire C.F.D.T. les heures dont il disposait en tant que tel, par l'accord-maison de 1953.

Puis elle s'en est prise aux délégués suppléants pour leur enlever aussi leurs heures. Elle a également institué un laissez-passer permanent pour les membres des commissions du C.E.

Quand on voit la Direction s'attaquer aux avantages acquis pour les représentants des travailleurs, c'est qu'elle croit pouvoir le faire impunément. Il faut dire que le peu de réactions enregistrées jusqu'à ce jour à ses manœuvres de licenciement, lui permet d'envisager de nouvelles opérations anti-ouvrières. A travers les responsables syndicaux, il est certain que c'est tout le personnel qui est visé. Dans l'immédiat, le patron s'en prend aux délégués. Demain, il pourra faire pleuvoir sur nous les brimades et un resserement de la discipline.

En tout cas, s'il y a une leçon à retenir, c'est qu'en dehors de la force que nous représentons, nous tous, travailleurs, nos élus n'ont aucun pouvoir spécial.

Leurs droits légaux, le patron les reprend comme bon lui semble. Leur seule force vient de la nôtre. Et quand elle ne se manifeste pas, ils [illegible] sans défense réelle, en face de la répression patronale.

(Extrait du n° 125 de la V.O. Câbles de Lyon.)

A LA C.I.T.

LA MERE POOL

Au premier étage du bâtiment A se trouve un gentil pool dirigé par une cheffaillonne. Dans ce pool où seul est autorisé le crépitement des machines à écrire, la chef y fait régner bon ordre. Elle chronomètre les temps d'aller et venue pour un parcours donné : par exemple pour aller des appareils de boissons aux W.C., etc. Elle constitue des petits dossiers qui sont de véritables rapports disciplinaires pour chacune d'entre nous. Cela paraît à peine croyable que l'on entretienne encore les bonnes habitudes scolaires ; pourquoi pas nous mettre au piquet et, en fin de mois, présenter les notes obtenues aux parents ?

Le stage nous a permis de nous familiariser, d'après la direction, avec les termes techniques utilisés en téléphonie. En supplément, nous avons reçu des notions indispensables de docilité et de discipline.

A cause de notre contrat, nous avions déjà un salaire très bas. Nous n'avons pas besoin en supplément d'une telle discipline.

Pour se faire bien voir de la direction, la cheffaillonne se comporte comme une garde-chiourme. A nous de lui montrer que nous ne sommes pas des écolières.

(Extrait du n° 24 de la V.O. C.I.T.)

CHEZ CITROEN

EMPLOYES DE CHEZ CITROEN OU GARDIENS DE PRISONS ?

Il est probable qu'il n'y a pas un ouvrier de chez Citroën qui n'ait eu à subir l'opération humiliante de la fouille à la sortie de l'usine.

Citroën, qui nous vole plus de 9 h. par jour et à qui nous donnons ce qu'elle appelle « sa production » tous les jours, a peur que nous emportions l'usine dans nos sacs, comme si nous n'avions pas assez de la voir 5 jours sur 7.

Certes, les gardiens sont payés pour ça, mais ceux d'entre eux qui trouvent du plaisir à s'abaisser à cette basse tâche pour un salaire parfois inférieur au nôtre, ne méritent que notre mépris.

(Extrait du n° 204 de la V.O. Citroën-Javel.)

AUX COMPTEURS DE MONTROUGE

DES POULETS OU DES SINGES ?

Lorsque nous entrons aux Compteurs, nous remplissons un véritable dossier où nous fournissons des renseignements dits personnels, renseignements complétés, si nous travaillons dans un service intéressant la Défense nationale, par les fiches de la Sûreté Militaire. Depuis le premier jour jusqu'à la retraite, c'est une véritable intrusion dans notre vie privée. La Direction des Compteurs participe à cette inquisition avec un zèle extraordinaire. Il n'est pas rare de voir au Service administratif les gendarmes venir demander des renseignements sur ceux d'entre nous qui ont quitté la Compagnie, ou lorsque la police a besoin de renseignements « complémentaires » sur nous. La Direction sait, par l'intermédiaire de son brillant M. Leroux, fournir tous les renseignements qu'elle a, tant sur notre vie privée que sur nos faits et gestes à l'usine.

Il ne faut pas oublier que nous vivons dans une société dite du Monde Libre où notre liberté se résoud à notre exploitation quotidienne, depuis l'enchaînement à la production 47 heures par semaine jusqu'à l'intrusion dans notre vie privée.

(Extrait du n° 30 de la V.O. Compteurs de Montrouge)

NOUS ne pouvons étant donné la présentation par rubrique et le manque de place, citer toutes les « Voix Ouvrière » ni, à plus forte raison, publier toutes les informations qu'elles contiennent.

Mais nous nous tenons à la disposition de ceux de nos lecteurs qui désireraient recevoir l'un de ces bulletins ronéotés pour leur en faire un service régulier (2 francs par an en timbre ou à notre C.C.P. Paris 9424-78, pour frais d'expédition).

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann. — Paris XIIIe.
HISPANO-SUIZA. — Bois-Colombes (Seine).

AUTOMOBILES :
BERLIET. — Lyon-Vénissieux.
CHAUSSON. — Gennevilliers (Seine).
CITROEN. — Usines Levallois et quai de Javel.
PANHARD. — Paris.
GENEVE. — Ivry (Seine).
PEUGEOT. — Sochaux.
RENAULT. — Billancourt, 5 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général.
R.N.U.R. — Bâtiment C.
R.N.U.R. — Bureaux.
R.N.U.R. — Département 37.
R.N.U.R. — U 5.

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.P.L., Saint-Chamond.
J.-J. CARNAUD. — Lyon.
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE. — Saint-Nazaire.
Montres LIP. — Besançon.
OLIER. — Clermont-Ferrand.
NEYRPIC. — Grenoble.
WESTINGHOUSE. —
ELECTRICITE ELECTRONIQUE :
BOURGOGNE ELECTRONIQUE. — Dijon.
CABLES DE LYON. — Lyon.
C.I.T. — Paris 15e.
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine).
C.S.F. — Levallois (Seine).
THOMSON. — Gennevilliers (Seine).

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
RHONE-POULENC. — Vitry (Seine).
ROUSSEL - UCLAF. — Romainville (Seine).
Raffinerie ANTAR. — Donges (Loire-Atlantique).
MICHELIN. — Clermont-Ferrand.

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE. — Ateliers Orly-Nord (Seine).
AIR-FRANCE. — Blanqui, Paris-13e.
ASSURANCES GENERALES. — Siège Paris.
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES. — Rue Viala, Paris 15e.
CHEMINOTS. — Générale.
Imprimerie DESFOSSES. — Issy-les-Moulineaux.
CREDIT LYONNAIS. — Siège central Paris.
QUAIS et DOCKS. — Marseille.
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE. — Rue de Flandre, Paris.
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris

U.S.A. LA MANIFESTATION DE NEW-YORK DU 16 OCTOBRE contre la guerre du Vietnam

Les conditions de sa préparation et les leçons qu'on peut en tirer

par nos camarades américains du groupe "Spartacist"

A NEW YORK : PUISSANTE PROTESTATION CONTRE LA GUERRE

par Albert NELSON

New York, 19 octobre

25.000 personnes, la plupart âgées de moins de vingt-cinq ans, défilèrent massivement dans la cinquième Avenue le 16 octobre pour protester contre la guerre au Vietnam. Ce fut la plus importante des manifestations de cette sorte que la ville ait connue en plus de vingt ans. Le défilé new-yorkais se plaçait dans le cadre des journées internationales de protestations lancées par le « Comité pour la journée du Vietnam » de Berkeley, Californie, et les 15 et 16 octobre on vit des manifestations dans quatre-vingts autres villes américaines et dans de nombreux pays de part le monde. Les journaux parlèrent de l'effet démoralisant qu'elles eurent sur les troupes U.S. au Vietnam. D'autre part le gouvernement stigmatisa l'action des protestataires, les présentant comme des « traîtres » et des « dupes », et se plaignit amèrement de cet encouragement à l' « ennemi ».

Les milliers de spectateurs bordant la route du défilé indiquaient par des cris d'approbation et des applaudissements qu'ils soutenaient les manifestants. Il se trouvait aussi parmi la foule quelques centaines de personnes d'extrême droite et de néo-fascistes (« les jeunes Américains pour la liberté » — fondés par l'ultra conservateur William Buckley, actuellement candidat au poste de maire de New York —, le « Parti de la Renaissance Nationale », notoirement antisémite, et des contre-révolutionnaires cubains) qui, encouragés par la coopération passive de la police et l'absence de toute défense organisée chez les manifestants les attaquèrent à plusieurs reprises et leur lancèrent des œufs et de la peinture rouge. Le meeting qui suivit le défilé fut écourté par le sabotage des dispositifs sonores. Il est douteux que de tels incidents se fussent produits, si le défilé était passé dans les quartiers d'ouvriers noirs de Harlem où l'on rencontre peu de sympathie pour la politique gouvernementale, plutôt que dans le quartier snob des classes dominantes, le quartier des « bas de soie », le quartier le plus riche du monde. Mais le choix d'un tel itinéraire pour le défilé, l'absence de tout dispositif de défense et le fait que les slogans du défilé avaient été officiellement limités à l'unique slogan « Arrêt immédiat de la guerre au Vietnam », n'étaient pas le moins du monde accidentel.

UN COMPROMIS POURRI

Le mouvement new-yorkais était coordonné par un « Comité pour le défilé de la paix de la V^e^ Avenue », dirigé par Dave Dellinger, un pacifiste connu. Alors que ce comité était sensé n'être composé que d' « individus », il comprenait des représentants des groupes d'extrême gauche tels le Socialist Workers Party (1), la Young Socialist Alliance (2), Workers World (3), les jeunesses contre la guerre et le fascisme (4), le Progressive Labor Party (5), le Mouvement du 2 Mai (6) ; des réformistes avoués comme les partis socialiste et communiste ; des groupements libéraux et pacifistes (Le New York SANE — Comité pour une politique nucléaire saine —, l'Union des résistants à la guerre, le Comité pour l'action non-violente, le American Friends Service Committee) et un certain nombre d'autres organisations. Au sein de ce Comité tous les votes se faisaient en fait sur la base des **organisations.** Le fait d'avoir présenté le Comité comme un rassemblement d' « individus » n'était qu'un simple artifice des libéraux et des pacifistes pour obscurcir les différences politiques et pour se donner la possibilité d'exclure certaines de ces organisations. A ses deux premières réunions les 15 et 22 septembre, le Comité se décida pour ce **seul** slogan « Arrêt immédiat de la guerre au Vietnam » au cours du défilé, et pour une liste d'orateurs pour le meeting clôturant le défilé comprenant : A.-J. Muste (pacifiste), le Dr Spock (libéral), Norman Thomas (socialiste), Dagmar Wilson (des Women's Strike for Peace), Dave Gilbert (de l'organisation des Etudiants pour une société démocratique), Russ Nixon (autrefois au National Guardian — journal de gauche), et certains autres, aucun orateur au nom du trotskysme, malgré la présence d'organisations trotskystes au sein du Comité.

Pour masquer le fait que des personnes en étaient exclues, ces orateurs furent choisis sur la base de catégories artificiellement « représentatives » : les femmes, les arts, les noirs, les Porto-Ricains, les étudiants, les « Marxistes anti-impérialistes », etc., chaque catégorie n'ayant qu'un seul orateur. Au cours de la première réunion du Comité, de timides protestations envers cette politique furent étouffées après la menace faite par le SANE de se retirer, et toutes les organisations s'alignèrent sur cette politique.

CONTRE UN FRONT POPULAIRE

Les représentants de « Spartacist » élevèrent d'importantes objections contre cette politique et luttèrent pour une politique n'excluant personne, pour un Front Uni, ceci à la deuxième réunion, car ils n'avaient pas été invités à la première réunion.

A ce moment là il était devenu clair que derrière le paravent de « l'unité », avec la capitulation de **toutes** les organisations soi-disant révolutionnaires, le Comité était devenu en fait un Front Populaire c'est-à-dire un organisme de collaboration de classes. Les pacifistes et plus particulièrement le SANE jouant le rôle d'instruments de la partie libérale de la classe dominante, transformèrent consciemment le défilé, d'une manifestation contre une guerre impérialiste en une protestation libéralo-humaniste. L'appel pour le défilé disait que « La guerre du Vietnam n'est pas nécessaire à la sécurité nationale » et aussi « Nous sommes d'accord sur le fait que toute solution doit comprendre le retrait de **toutes** les troupes étrangères du Vietnam », cela en se référant à une « ingérence extérieure ». Naturellement ceci n'est qu'une prise en charge de la position du gouvernement américain. Etant donné la dominance de ces éléments pro-capitalistes, pro-johnsoniens, il était évident que le slogan « Arrêt immédiat de la guerre au Vietnam » était délibérément ambigu pour éviter d'avoir à mettre en avant la seule revendication ayant un sens : « Pour le retrait inconditionnel de toutes les troupes américaines du Vietnam ». La délégation de « Spartacist » condamna donc cette politique et déclara qu'elle ne pouvait plus, en restant fidèle à ses principes politiques, participer à ce Comité puisqu'il contenait des forces qui d'un point de vue de classe étaient tout simplement incompatibles. « Spartacist » retira son nom de la liste des signataires de l'appel et rompit avec le Comité en appelant les autres à faire de même.

L'OPPORTUNISTE S.W.P.

Mais les pacifistes n'auraient pas pu faire ce travail sans l'aide de certains éléments de gauche.

Le S.W.P. pabliste a agi délibérément comme intermédiaire pour cimenter cette alliance sans principe avec l'aile droite. Comme la plus importante délégation organisée du Comité, il était en bonne position pour lutter pour une politique basée sur l'indépendance programmatique, mais il ne choisit pas cette voie et capitula en persuadant d'autres militants de faire de même. Dans une déclaration faite par un membre dirigeant du S.W.P. on trouve : « Nous sommes passés par des compromis sur lesquels nous n'étions pas d'accord pour éviter une rupture, notre tactique fut juste ».

Une certaine confusion disparaîtrait si, comme le suggérait G. Breitman, un vieux théoricien et dirigeant national du S.W.P. au Congrès de 1965, le S.W.P. abandonnait l'usage du mot « trotskyste ».

LES « SPARTACISTS » AU SEIN DU DEFILE

Libérés de l'obligation de soutenir la politique réformiste du Comité organisateur du défilé, « Spartacist » et ses sympathisants y participèrent d'une façon indépendante et avec leurs propres mots d'ordre. Il était évident, d'après la réaction enthousiaste aussi bien des participants que des spectateurs, aux slogans des « Spartacists » : « Retrait inconditionnel de toutes les troupes américaines », « Vietnam-Watts, — quartier noir de Los Angeles où se produisirent les émeutes de cet été —, c'est la même lutte ! » « Victoire de la révolution vietnamienne... pas de «négociations!», qu'il y avait une profonde sympathie pour la lutte de libération des Vietnamiens, sympathie qui allait bien au-delà des limites artificielles établies par les organisateurs du défilé. La tactique de défense des « Spartacists » leur permit de défiler jusqu'au bout avec leurs mots d'ordre malgré un certain nombre de tentatives faites par des membres zélés du service d'ordre, pour arracher aux manifestants les pancartes « spartacistes ».

APRES LE DEFILE

Le lendemain de la manifestation se tint une réunion de travail, comprenant la plupart des organisations qui y avaient participé, pour évaluer son importance et discuter des perspectives du mouvement contre la guerre. A cette conférence un porte-parole du groupe « Spartacist » fit ressortir le fait qu'en dépit de la tentative pour limiter les mots d'ordre du défilé à un seul slogan, beaucoup d'organisations avaient par différents moyens ingénieux respecté la lettre mais non l'esprit de cette limitation. Par exemple un groupe portait un grand drapeau américain avec des crânes et des dollars au lieu d'étoiles ; un autre portait une énorme tête de mort de l'Oncle Sam avec le slogan « Suivons L.-B. Johnson ». Ces protestations pittoresques et bien visibles eurent pour effet d'exaspérer encore plus les gens d'extrême droite.

NECESSITE DE GROUPES DE PROTECTION

Mais il fit ressortir que cela s'accompagnait de l'absence « par principe » de tout dispositif de défense des manifestants. Et que de plus les réformistes faisaient naïvement confiance à la police pour les protéger. S'il est inadmissible qu'un défilé de 25.000 personnes puisse tolérer — aussi passivement que des moutons — de se faire attaquer par 200, le plus grave est l'effet démoralisant que cela a pu avoir sur les milliers de jeunes qui cherchent sérieusement un moyen de protester et de combattre la politique américaine au Vietnam.

Le mot d'ordre du défilé limité à la revendication creuse et pacifiste « arrêt immédiat de la guerre » sera démoralisant pour ces jeunes quand il apparaîtra qu'aucun moyen n'est envisagé pour soutenir une telle revendication.

POUR UNE REVOLUTION VIETNAMIENNE VICTORIEUSE

Spartacist souligna aussi que nous ne sommes pas simplement pour mettre fin à la guerre mais que nous sommes plutôt **pour** la victoire de la révolution sociale au Vietnam. Appeler à l'heure actuelle à un dégagement des forces en présence masque la nature réelle de cette guerre : c'est une intervention brutale de l'impérialisme américain pour stopper et faire rétrograder cette révolution, révolution qui est la seule voie vers la liberté pour les masses travailleuses vietnamiennes. De plus faire appel à des négociations c'est croire à l'honnêteté de l'impérialisme américain à respecter ces accords, et c'est revenir à la cause de la guerre actuelle : les accords de Genève en 1954.

oOo

La meilleure défense de la révolution vietnamienne est de vaincre ces directions réformistes et pacifistes et de construire un mouvement contre la guerre qui soit assez puissant pour obliger les U.S.A. à quitter le Vietnam.

La délégation de « Spartacist » indiqua que ces derniers continueraient à lutter dans tout le pays au sein des Comités contre la guerre au Vietnam, pour un tel mouvement, en espérant rallier des soutiens étudiants et ouvriers au slogan : « Retrait inconditionnel des troupes américaines du Vietnam ».

---

(1) Le Socialist Workers Party (S.W.P.), organisation trotskyste rattachée à l'organisation pabliste (Secrétariat Unifié de la IV^e^ Internationale). L'organisation la plus importante des U.S.A. se réclamant du trotskysme, mais qui l'a abandonné dans les faits et dont la politique est celle d'une organisation petite bourgeoise de gauche.

(2) Les Young Socialist Alliance — Organisation de jeunesse du S.W.P.

(3) Workers World (Le monde ouvrier), organisation de staliniens «durs» mais pas pro-chinois, dissidente du Parti communiste américain

(4) Les jeunesses contre la guerre et le fascisme, organisation de jeunesse de Workers World.

(5) Le Progressive Labor Party, organisation dissidente du Parti communiste Américain, fortement pro-chinoise, surtout implantée à New York, dont un des dirigeants a été poursuivi après les émeutes de Harlem pendant l'été 1964.

(6) Le Mouvement du 2 Mai, mouvement créé à la suite de la première manifestation contre la guerre du Vietnam lancée par les étudiants le 2 mai 1963, la direction du mouvement est sous le contrôle des membres du progressive Labor.

• VU DE NOTRE FENÊTRE

TRAITEMENT « MADE IN U.S.A. »

Mme Barrett, mère de famille américaine, n'a que 780 F par mois pour élever ses cinq enfants dont l'un vit dans un poumon d'acier. Le jour où elle se trouve en retard pour payer l'électricité, la Compagnie lui coupe le courant.

Toute la nuit, Mme Barrett actionne une pompe à main pour fournir du courant au poumon d'acier. Au matin, le petit garçon est mort.

C'est dans l'ordre des choses. Si l'on se mettait à tenir compte de tous les infirmes, où irait-on ? D'ailleurs quand on n'a pas de quoi payer l'électricité on ne s'offre pas le luxe d'avoir un fils infirme.

ICI COMME LA-BAS

La centrale syndicale américaine AFL-CIO vient de soutenir à fond Johnson dans sa politique vietnamienne.

Cette centrale regroupe la majeure partie de la classe ouvrière américaine, mais comme en France, ce sont quelques bureaucrates qui contrôlent le syndicat. Et là-bas, ils ont mené jusqu'au bout leur politique de collaboration avec la bourgeoisie.

Et pourtant, le prolétariat, lui, n'a rien à voir dans cette guerre d'oppression impérialiste.

Ce n'est pas non plus le cœur gai que les jeunes partent mourir au Vietnam, les dernières manifestations l'ont montré.

En Amérique, comme en France, les organisations dites ouvrières ne sont que des soupapes de sûreté pour la bourgeoisie.

En Amérique, comme en France, il nous reste à construire l'organisation prolétarienne.

ALLEZ PASSER VOS VACANCES EN ESPAGNE

Depuis le 26 juin, un Suédois est emprisonné en Espagne. Ce jeune de 23 ans, venu en touriste au pays de Franco, aurait tiré la langue au moment où il passait devant un drapeau espagnol :

— Trois ans de prison sont requis par l'accusation. Le jugement est mis en délibéré, et pendant ce temps notre jeune Suédois continue ses vacances... en prison.

C'est pittoresque l'Espagne franquiste !

INDONESIE

L'armée prend l'offensive

LA situation est toujours en pleine évolution en Indonésie. Presque chaque jour un communiqué d'agence annonce que l'armée indonésienne, après avoir mis le parti communiste « hors la loi » et dissout les syndicats et les organisations ouvrières, procède à des arrestations de communistes ou de « suspects ». Presque chaque jour on parle d'épuration dans les administrations et les entreprises, quand on ne parle pas de combats, de batailles rangées ou purement et simplement de massacres.

L'armée indonésienne est donc passée à l'offensive (1) pour détruire le parti communiste et les organisations ouvrières.

Soekarno multiplie les déclarations « d'apaisement » et les « avertissements » à l'extrême-droite. Il aurait déclaré, par exemple, le 27 octobre à Djakarta que si un glissement à droite se produisait en Indonésie, une calamité s'abattrait sur le pays, qui serait pire que la tentative de putsch du 30 septembre (Figaro 29/10). Et, au plus fort de son indignation, devant le peu d'effet de ses objurgations sur les militaires, il annonce qu'il va bientôt partir en cure en Europe, pour ses reins. Personne dans la presse ne cache qu'il s'agit pour lui de ne pas voir ce que fait l'armée, et aussi, peut-être, de prendre le large au cas où, après avoir éliminé les organisations populaires et communistes, l'armée déciderait, après avoir supprimé les bases même du « régime d'équilibre » de Soekarno, de le supprimer lui-même.

Evidemment si l'Etat-Major arrive à ses fins, même si Soekarno conserve le pouvoir, il ne sera plus qu'un fantoche, et le régime qu'il personnifiait aura vécu. Soekarno ne pouvait mener sa politique relativement « indépendante » de l'impérialisme qu'en s'appuyant sur les masses populaires dont il détournait l'énergie et la colère. Pour cela le P.K.I. lui était de plus en plus indispensable.

Il est évident que ce qui se passe en Indonésie à l'heure actuelle sert avant tout la politique étrangère des U.S.A. et des puissances impérialistes en général, Grande-Bretagne en tête. On peut se demander si cela correspond en même temps aux intérêts et à la politique de tout ou partie des classes possédantes indonésiennes ? En fait beaucoup moins. De la politique de Soekarno, les classes dirigeantes indonésiennes n'avaient rien à craindre. le Parti communiste, et Moscou aussi bien que Pékin, soutenaient Soekarno sans réserve. Les masses étaient, là-bas comme ici, beaucoup plus « contrôlées » par les organisations communistes que mobilisées par elles.

On le voit d'ailleurs aujourd'hui. Malgré la puissance énorme du P.K.I., des syndicats et des organisations annexes (P.K.I., 3 millions de membres, ligue de la jeunesse autant, syndicats ouvriers un peu plus, organisations paysannes 7 millions) l'armée ne se heurte qu'à une résistance sporadique et sans grande efficacité. Les organisations « communistes » ont désarmé politiquement, moralement et matériellement les masses en les faisant se ranger, sans réserve, derrière la politique et la personne de Soekarno. Cette politique les livre aujourd'hui, sans défense, aux balles des exécuteurs.

Evidemment Soekarno est « contre » la politique de l'armée. Mais qu'est-ce que cela change pour les militants traqués, torturés ou massacrés de savoir que Soekarno préfère aller soigner ses reins à l'étranger plutôt que de voir ce qu'on leur fait.

Aujourd'hui encore, le P.K.I. refuse le combat. Aujourd'hui encore il joue la légalité, la fidélité à Soekarno, découragéant à l'avance ceux qui voudraient, ceux qui pourraient combattre et qui seraient alors les plus forts. Non, ce n'est de toute façon pas la politique du parti communiste, qu'il soit indonésien ou français, qu'il soit pro-russe ou pro-chinois.

Mais c'est justement parce que les organisations communistes sont en Indonésie une assurance contre la révolution que Soekarno adresse de si pathétiques appels aux militaires. Qu'on chasse et qu'on massacre des ouvriers, des employés et des paysans pauvres parce qu'ils sont communistes, Soekarno s'en moque. Ce qui l'inquiète c'est qu'en détruisant la soupape de sûreté des organisations communistes, non seulement on rend impossible la politique qu'il menait vis-à-vis des grandes puissances impérialistes, mais on risque aussi, à terme, de se trouver devant une réaction populaire impossible à endiguer.

Il ne faut pas, bien entendu, confondre les puces et les dragons, mais souvenons-nous, de ces représentants de la C.G.T. lors des rencontres de Matignon pendant les grèves de 1936, qui disaient aux envoyés du patronat que s'ils n'avaient pas fait la chasse dans les entreprises aux militants syndicaux depuis des années, la classe ouvrière se trouverait en juin 1936 beaucoup plus « contrôlée » qu'elle ne l'était... et beaucoup plus raisonnable.

R. G.

(1) Voir V.O. n° 45 du 10 octobre 1965.

PEROU

La lutte pour la terre et la liberté

SAMEDI 23 octobre, Luis de La Puente aurait été abattu par des « forces de l'ordre » péruviennes, dans la jungle de Mesa Pelada. Animateur d'un groupe de gerilleros dans le département de Cuzco, il était recherché par la police et l'armée (sa femme est actuellement détenue dans une prison de Lima).

Dans les milieux officiels, sa mort est considérée comme la fin de la rébellion dans cette région-là. Mais s'il est probable que la mort de de La Puente représente une perte douloureuse pour ses compagnons de combat, ils sont nombreux ceux qui, depuis des mois, apprennent le dur métier de guerilleros et le gouvernement péruvien n'est pas prêt de pouvoir sans mentir annoncer la fin de la guerilla.

★

Nous continuons ici la publication de l'article sur le Pérou dont la première partie, qui traitait de la vie économique du pays, est parue la quinzaine dernière. (« V.O. » nº 45).

LA VIE POLITIQUE

Jusqu'à ces dernières années, la vie politique était limitée aux grandes villes de la côte. Plus de 60 % de la population, en majorité indienne, considérée comme illettrée, est privée du droit de vote. La classe dirigeante péruvienne a trop peu d'assise sociale pour se permettre le jeu de la démocratie bourgeoise et l'armée a toujours eu un rôle politique prépondérant. Deux des trois grands partis parlementaires, l'Action populaire et les Odriistes, sont ouvertement les défenseurs des latifundistes, et ce sont les députés du troisième l'APRA « réformiste » qui amendèrent le modeste projet de « réforme agraire » du gouvernement Terry, afin qu' « aucune expropriation ne soit possible ».

LES STALINIENS

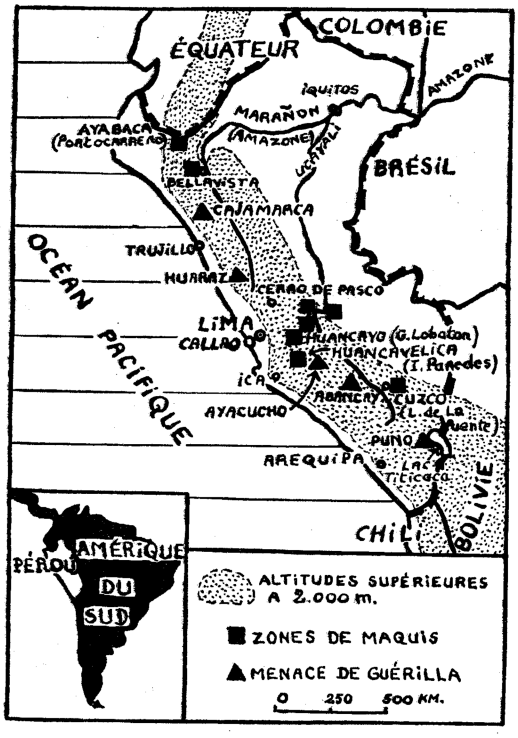
La faiblesse du parti communiste n'a d'égal que son opportunisme. Alors que les campagnes péruviennes s'arment, la Commission politique du Parti, dans une déclaration publiée à Lima le 2 juillet dernier, estime : « qu'au Pérou il n'existe pas de dictature d'ultras réactionnaires... et que notre peuple a obtenu que l'actuel gouvernement adopte quelques mesures anti-oligarchiques et quelques attitudes positives dans sa politique internationale... » « exprime sa plus énergique protestation contre le dessein réactionnaire (sic) de réprimer le mouvement d'Andamarca (occupation et incendie d'une hacienda) en faisant totalement abstraction des circonstances économiques et sociales qui l'ont engendré... »

Malheureusement pour le P.C. péruvien, les « desseins réactionnaires » ont pris corps sous forme de bombes et il parviendra difficilement à convaincre les paysans révoltés que des protestations et des pétitions, fussent - elles énergiques, arrêteront la répression.

COMMUNEROS ET GUERILLEROS

« On appelle « Communeros » les Indiens appartenant à des collectivités ancestrales, héritées des « ayllus » pré-incaïques. Ces communautés, au nombre d'environ 5.000 dans tout le Pérou groupent plus de trois millions d'indigènes ...au Pérou, leur rôle est surtout positif car elles se heurtent aux haciendas capitalistes qui monopolisent les meilleures terres au profit des propriétaires métis ou hispaniques. Les « communeros » crevant de faim sur de minuscules parcelles, sont obligés de vendre leur force de travail aux colons des haciendas qui pratiquent la culture extensive sur d'immenses étendues. Aussi arrive-t-il que les communeros récupèrent les terres capitalistes et les occupent avec leurs tropeaux. La police et la troupe font alors irruption en force, brûlant les cases, abattant le bétail, tuant ceux qui résistent ». (ibidem).

En 1956, Manuel Prado avait essayé de canaliser le mouvement en autorisant les syndicats paysans. Mais c'est à partir des années 1958-1960 que le mouvement d'occupation des terres va connaître une ampleur jamais atteinte. Vers cette époque, un certain nombre d'intellectuels d'origine petite bourgeoisie, séduits et enthousiasmés par l'exemple de la Révolution cubaine, décidèrent d'organiser et d'épauler le mouvement paysan. Le premier, Hugo Blanco, fils d'un avocat de Cuzco, ancien étudiant en agronomie, « syndiqua » plus de 10.000 paysans dans la vallée de la Convencion. Mais, très rapidement, il se heurta aux forces de « l'ordre ». En novembre 1961, les paysans armés de frondes, de pierres et de vieux fusils, chargent à cheval les policiers qui veulent les chasser d'une hacienda qu'ils ont occupée Huit indiens sont tués. Au début de mars 1962, une violente bataille, met aux prises communeros et soldats à l'Hacienda Ucchumarca. Dix-huit paysans sont abattus et les militaires égorgent 90 chevaux et 300 brebis. Pour défendre les « occupants » de terres des groupes armés vont s'organiser d'abord de façon épisodique puis permanente. Et lorsqu'en mai 1963 Blanco sera arrêté, l'idée de maquis aura fait son chemin. Pourtant, les premiers maquis ne feront leur apparition que deux ans plus tard, en mai 1965, lorsque Luis de la Puente Uceda organisera la première guerilla dans le massif de Chaupimayo, dans la vallée de la Convencion, en s'appuyant sur les organisations paysannes créées par Blanco. D'autres maquis se formeront ensuite à Junin, à Huancavelica et à Ayabaca, mais partout l'insurrection coincidera avec les zones touchées par l'occupation des terres.



IMPORTANCE ET LIMITE DE GUERILLA

Au Pérou, la paysannerie pauvre, qui a toujours été le meilleur allié du prolétariat pour la Révolution socialiste, est entrée en lutte. Du lac Titicaca au rio Maranon, les maquisards contrôlent une partie importante de la Cordillière péruvienne. La bourgeoisie, étroitement liée aux propriétaires fonciers est incapable d'envisager même un semblant de réforme agraire. Elle n'a que la force à opposer aux revendications de millions d'Indiens affamés.

Mais si, les révolutionnaires doivent appuyer de toutes leurs forces la lutte de guerrilleros, ils doivent aussi en connaître les limites. Le Mouvement de la Gauche révolutionnaire (MIR) qui semble contrôler les maquis est né en 1959 d'une scission de l'APRA. Il prit à ses débuts le nom d' « APRA Rebelle » et revendiqua la continuité de la ligne réformiste « trahie » par de la Torre. Il prit le nom de MIR l'année dernière pour montrer sa complète cassure avec l'APRA. Mais les conceptions des dirigeants du MIR ne sont en rien socialistes. Dans un document intitulé « Proclamation Révolutionnaire au Peuple péruvien », daté de juillet 1965 et signé par Luis de la Puente Uceda, secrétaire général, Guillermo Lobaton, chef de la zone centre, Ricardo Gadea, chef de la zone sud et Gonzalez Fernandes Gasco, chef de la zone nord, le MIR définit son programme. Il réclame : 1°) dissolution immédiate de l'Assemblée Nationale ; 2°) amnistie générale et liberté pour tous les emprisonnés ; 3°) réforme agraire authentique ; 4°) salaire décent lié au coût de la vie ; 5°) réforme urbaine ; 6) récupération du pétrole péruvien ; 7°) récupération de la pleine souveraineté nationale.

Il faut tout d'abord noter que la plupart de ces points figurait dans la proclamation du P.C. péruvien du 2 juillet. Sur le plan théorique le MIR, tout comme le P.C. ne dépasse pas le cadre des conceptions démocratiques bourgeoises. Mais la différence fondamentale entre ces deux organisations de la petite bourgeoisie, c'est que l'une s'appuie sur la partie la plus radicale, la plus opprimée, la plus jacobine de cette classe, la paysannerie pauvre, tandis que l'autre s'est attachée à la partie la plus passive, la plus veule de la petite bourgeoisie urbaine.

Un autre point à retenir est que le seul chapitre développé de la résolution du MIR est celui sur la réforme agraire (19 lignes). Le problème ouvrier est abordé uniquement par le biais du salaire et à droit à 1 ligne et demie. Le MIR ne se présente et ne se veut que comme organisation de la paysannerie, répondant pleinement aux aspirations de celle-ci.

LA TACHE DES REVOLUTIONNAIRES

Aujourd'hui, une situation révolutionnaire a surgi au Pérou. Il est déterminant pour l'avenir de la Révolution socialiste dans ce pays que les marxistes s'attellent sans plus tarder à construire une organisation prolétarienne. Les seules places-fortes de la bourgeoisie péruvienne restent les villes et l'apport du prolétariat urbain sera déterminant pour guider la paysannerie vers le renversement complet de l'ordre bourgeois. Malheur à ceux qui, théorisant leur incapacité à gagner la classe ouvrière, se mettraient à la remorque de la paysannerie au lieu d'en prendre la tête avec le programme du prolétariat révolutionnaire et en son nom. Ils porteraient la lourde responsabilité de mener la Révolution péruvienne à une impasse.

L. STERN

VOIX OUVRIÈRE

ALORS que l'impérialisme ne parvient à développer les forces productives qu'en faisant planer sur l'humanité la menace de la mort thermonucléaire, que depuis des décades il n'y a pas eu une heure où les armes se soient tues complètement à la surface du globe, la classe ouvrière, malgré sa combativité maintes et maintes fois vérifiée, n'est pas parvenue à accomplir sa destinée historique : détruire la société capitaliste pour édifier un ordre nouveau supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, abolissant les classes et l'Etat garant de l'injustice sociale.

Depuis la faillite de la IIe Internationale sombrant dans le chauvinisme en 1914, depuis la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, l'Union Soviétique, et la transformation de l'Internationale Communiste en un simple représentant des intérêts diplomatiques de la bureaucratie d'Etat russe, dans aucun des pays avancés du monde la classe ouvrière n'a réussi à créer une organisation de combat susceptible de lui faire conquérir le pouvoir.

Il est évident que le grand responsable de cette situation est le stalinisme. Il n'a pas seulement décimé les révolutionnaires intègres, trahi les luttes révolutionnaires du prolétariat international, en Chine, en Allemagne, en Espagne, en France, il a aussi complètement annihilé chez les militants et les ouvriers eux-mêmes la notion d'organisation du prolétariat.

De cette douloureuse expérience, de l'insuccès des tentatives de création d'une organisation « bolchevique-léniniste » capable d'accumuler l'expérience des luttes ouvrières, certains ont conclu que cette organisation n'était plus nécessaire, qu'elle était même nuisible. d'autres s'accrochent désespérément aux basques des « grandes » organisations, d'autres encore sautent d'un courant de « pensée » à l'autre. Plutôt que de s'atteler sérieusement à la tâche, ils n'ont fait que généraliser leur propre impuissance et leur propre insuffisance.

Quant à nous, fidèles à la tradition de Lénine et de Trotsky, nous œuvrons dans la mesure de nos moyens à la construction d'un tel parti.

FACE :

- **à la dégénérescence opportuniste des partis ouvriers traditionnels, parlementaristes et chauvins,**
- **à la bureaucratisation des organisations syndicales désertées par les travailleurs.**

« VOIX OUVRIERE » veut :

- **Défendre les idées révolutionnaires, dans la ligne de la révolution russe d'octobre 1917, des premières années de l'Internationale communiste, de la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne.**
- **Montrer la justesse du point de vue révolutionnaire dans les grands événements de la politique internationale comme dans les petits faits de l'exploitation quotidienne.**
- **Regrouper tous ceux qui militent sur le terrain de la lutte des classes.**
- **Contribuer à l'organisation du prolétariat sous toutes ses formes.**
- **Œuvrer à la construction du parti révolutionnaire nécessaire pour que puisse triompher la révolution socialiste mondiale.**

Les Ouvriers en Soutane

LA presse, la radio, la télévision, ont annoncé la semaine dernière, la décision prise par l'épiscopat français d'autoriser des prêtres à travailler à plein temps dans les usines.

Il y a six ans, une interdiction formelle de Rome avait mis fin à l'expérience que des « prêtres-ouvriers » avaient entrepris quelques années auparavant.

Cette expérience s'était soldée, aux yeux de l'Eglise, par un échec, puisque nombreux étaient les prêtres, qui non seulement avaient participé à la lutte active des travailleurs dans les usines, mais avaient également pris des responsabilités syndicales importantes, dans la C.G.T. par exemple, et même pour certains des responsabilités politiques. Différents journaux ont rappelé à ce propos, qu'en mai 1952, lors de la manifestation contre le général américain Ridgway organisée par le parti communiste, la police avait arrêté deux prêtres-ouvriers parmi les manifestants. Plus tard c'est à l'opposition contre la guerre d'Algérie qu'ils participaient.

Contrairement à certains, nous ne nous intéressons pas aux états d'âmes de ces prêtres, qui tentant de s'intégrer à la classe ouvrière pour l'évangéliser, avaient été amenés, devant l'exploitation quotidienne, à participer à la lutte des travailleurs.

Mais l'Eglise, en donnant le feu vert, ou plutôt le feu orange, à une nouvelle expérience (selon le mot d'Yvon Le Baillant dans « L'Observateur »), espère sans doute cette fois-ci, ne pas se retrouver dans la même situation qu'il y a six ans. Elle tente, en effet, de se prémunir contre les mêmes dangers, en enfermant dans un cadre strict l'expérience des nouveaux prêtres-ouvriers. Parmi les mesures envisagées, les plus importantes sont : la limitation à trois ans de cette expérience, l'obligation pour les « prêtres au travail » de participer à une vie communautaire avec d'autres ecclésiastiques, la possibilité de se syndiquer mais en ne prenant aucune responsabilité au sein de l'organisation syndicale.

Il y a six ans, devant les dangers d'un reniement de l'Eglise par les prêtres-ouvriers, Rome prétendait, que leur action était inutile, sans objet et qu'il était « bien difficile de considérer comme totalement déchristianisées des masses d'hommes dont un très grand nombre encore ont reçu le caractère sacré et indélébile du baptême ».

Aujourd'hui, le Vatican se penche avec sollicitude sur la classe ouvrière. Cette classe ouvrière, que d'aucun prétendent ne plus exister, inquiète l'Eglise. La classe ouvrière serait « malade », elle ne se laisserait plus pénétrer par la « foi chrétienne ».

L'Eglise, en envoyant ses prêtres à l'usine, va donc tenter d'aller aux ouvriers, puisque ceux-ci ne viennent plus à elle.

L'Eglise ne pouvant se nier elle-même, il lui est bien entendu impossible de reconnaître que la religion ne peut aller de pair avec la prise de conscience par les travailleurs d'une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Car c'est au travers de la lutte de classe que les ouvriers ont compris de quel côté était l'Eglise, quel soporifique était pour eux la religion. Ils ont laissé l'Eglise à sa classe, celle des possédant. D'ailleurs, même la C.F.T.C., pour se développer, a dû renoncer au Christ pour le peuple, à la référence « chrétienne » pour en adopter une « démocratique ».

Si l'Eglise niait la lutte de classe, il était difficile aux prêtres-ouvriers qui travaillaient en usine depuis 1947 d'en faire autant. Ils se sont trouvés brutalement plongés dans un monde qu'ils ne soupçonnaient pas. Un monde où apparaissait avec netteté tout ce qui sépare les exploiteurs des exploités. Partageant le sort commun du monde du travail, la lutte de classe ne leur apparaissait plus comme une invention abstraite des marxistes, mais comme une réalité qu'ils ne pouvaient nier. Non seulement ils ont dû reconnaître la lutte de classe, mais ils ont été amenés à y participer. Car à l'usine, il n'est pas possible de rester neutre. C'est cela que l'Eglise n'a pas admis.

S'il était besoin d'une preuve pour un marxiste, de l'existence de classes antagonistes, l'expérience des prêtres-ouvriers en serait une. Comment, en effet, des hommes, dont toute l'éducation philosophique était dirigée contre le marxisme, comment auraient-ils pu prendre conscience de l'existence de la lutte de classe si cette dernière ne leur était apparue avec tant de netteté ?

L'Eglise a de tout temps prôné la soumission des pauvres aux riches, la résignation en attendant un monde meilleur. Le marxisme, lui, a montré qu'une autre société est possible, une société où la religion ne trouvera plus sa justification. Pour cela, les ouvriers doivent lutter contre la classe qui les exploite, contre la bourgeoisie. Et cette nouvelle philosophie qui non seulement expliquait le monde, mais se proposait de le transformer, a trouvé audience chez les ouvriers, car elle leur offrait la seule possibilité de vivre en hommes libres.

L'Eglise peut bien envoyer ses prêtres à l'usine. Cette nouvelle expérience, ne pourra qu'aboutir au même résultat que la précédente.

Même si les travailleurs, dans un premier temps, tolèrent ou même écoutent « la bonne parole de l'évangile » sur leur lieu de travail, ils verront vite et d'autant plus près, le jour où la lutte se fera violente, le rôle réactionnaire de l'Eglise. Ce jour-là, les prêtres-ouvriers qui voudront garder la confiance des travailleurs, devront renoncer à l'Eglise et à leur foi.

Catherine OLIVIER

Colère à la Martinique

● Suite de la page 1

Mais la fiction de la Martinique département français ne résiste pas à l'épreuve du temps et au souffle de révolte et de liberté qui souffle dans les Caraïbes.

Au travers de l'affaire Marny, (déjà avant l'émeute), l'accusé est — pour une grande partie des Martiniquais — l'IMPERIALISME FRANÇAIS qui maintient l'île dans le marasme économique, dans des conditions de pays colonisé. Les bananes le sucre et le rhum sont ce qu'on appelle « les richesses du pays », mais la population, elle, est obligée pour échapper au chômage, à la misère et au bâton de flic, d'« émigrer » en France c'est-à-dire à 7.000 kilomètres de chez elle, sous un climat pour le moins peu antillais, dans un pays de « blancs », en un mot un pays qui n'est pas du tout le sien.

C'est pourquoi Préfet et notables ont tremblé pour leur « ordre » devant l'affaire Marny, car tout incident, toute émeute peut à chaque instant se transformer en révolte qui embrase rapidement toute la Martinique et les îles de la Guadeloupe où la situation est identique.

Françoise MAIGNAN

A NOS AMIS

Nous éditons régulièrement des affiches reproduisant généralement tout ou partie de l'éditorial des bulletins d'entreprises ou de caractères différents selon les circonstances.

Nous rappelons à tous ceux qui peuvent en assurer le placardage dans leur ville ou leur quartier que nous en tenons à chaque fois à leur disposition (joindre quelques timbres à la demande pour les frais de port).

Nous préciser si nous devons faire un envoi régulier ou pas, et le nombre d'exemplaires désirés.

« Voix Ouvrière » paraît toutes les 2 semaines. LE PROCHAIN NUMERO daté du 2 novembre sera mis en vente dans les kiosques le JEUDI 4 NOVEMBRE au plus tard.

Cependant « Voix Ouvrière » n'est pas en vente dans tous les kiosques. Si vous avez des difficultés à vous le procurer, écrivez-nous.

Exemplaire contre 2 timbres.

Abonnement 6 mois : 10 F.

PERMANENCES

● **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine.

Attention modification : Tous les samedis de 14 h. à 17 h. au lieu de 12 h. à 17 h.

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 à 20 heures.**

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, Av. Philippe-Auguste, le mercredi de 17 h. 30 à 19 h. 30.

XIIIe arrondissement : Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi de 17 à 19 heures.**

XIVe arrondissement : Café « Champagne », 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans, le **mercredi de 17 h 30 à 19 h 30.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 heures.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi de 17 h 30 à 19 h 30.**

● **BANLIEUE :**

ARGENTEUIL : Café de Paris, 102, rue P. Vaillant-Couturier, **le samedi, de 13 à 15 h.**

BOULOGNE-BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **tous les jeudi de 17 h 30 à 19 h.**

● **NOUVELLE PERMANENCE**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Galliéni (métro Croix de Chavaux), **le mercredi, de 17 à 19 heures.**

● **PROVINCE :**

CLERMONT-FERRAND : « Café de France », 22, place Delille, **les jeudis 4 et 18 novembre de 10 h. à 12 h. et de 17 h. à 19 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — Café « d'Autrans » 5, cours Berriat. **Le jeudi 4, samedi 13, jeudi 18 et samedi 27 novembre.**

Café « Le Normandie », place Grenette, **les jeudis 4 et 18 novembre de 15 à 17 h.**

LYON : Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi de 17 à 20 heures.**

Café « Les Etats-Unis » 137, avenue du Professeur-Beauvisage, Lyon-8e. **Le mercredi, de 17 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Château d'Eau » 49 bis, pl. du Général-de-Gaulle (angle rue Louis-Ricard) **tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-ETIENNE : Café-Restaurant, 23, rue Tréfileries, **le jeudis 4 et 18 novembre de 15 h à 16 h.**

ST-CHAMOND. — Café « Idéal Bar », 4, rue Gambetta, **les jeudis 4 et 18 novembre de 17 h 30 à 18 h 30.**

SAINT-NAZAIRE : Café « Le Pélican », 104 bd V.-Hugo, **tous les samedis de 16 à 17 heures.**

TOULOUSE. — « Grand Café des Minimes », 1, av. des Minimes, **les 5 et 19 novembre de 17 h 30 à 18 h 30.**

● **NOUVELLE PERMANENCE :**

MONTBELIARD. — Café de Mulhouse (face à la gare), **le vendredi, de 14 à 16 heures.**